

ANNEXE

Je soussigné(e) (1)

.....
Adresse: rue:

Code postale : Localité :

Tél : E-Mail

En possession du titre : (2)

délivré en langue (3)

souhaite passer l'examen linguistique en vue de l'obtention (4)

Veuillez ajouter une copie du titre.

Date et signature

EXPLICATIONS

(1) Nom et prénom (nom de jeune fille pour les femmes mariées)

(2) Renseignement sur les titres du candidat

(3) p.ex. : allemande

(4) Remplir avec une des mentions suivantes :

(a) du diplôme de la connaissance approfondie de la langue allemande

(b) du diplôme de la connaissance suffisante de la langue allemande

(c) du diplôme de la connaissance approfondie de la langue française

(d) du diplôme de la connaissance suffisante de la langue française.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2006/204123]

29 SEPTEMBRE 2006. — Circulaire relative aux modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

L'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie fixe les taux et les montants maxima des aides octroyées aux investissements suivants :

- pour la protection de l'environnement :

- a. les investissements qui permettent à l'entreprise de dépasser les normes communautaires existantes ou les investissements qu'elle réalise en l'absence de telles normes obligatoires;

- b. les investissements réalisés par une P.M.E. afin de lui permettre de se mettre en conformité avec des nouvelles normes communautaires et ce, pendant une période de trois années à compter de l'adoption par la Communauté européenne de ces nouvelles normes;

- c. les actions de valorisation et de réduction des déchets dans le processus de production.

- pour l'utilisation durable de l'énergie :

- a. les investissements permettant la réduction de la consommation d'énergie utilisée au cours du processus de production;

- b. les investissements permettant le développement d'énergies issues de sources d'énergie renouvelables;

- c. les investissements permettant le développement d'installations de cogénération de qualité.

Le seuil minimum d'investissements présentés est fixé à € 25.000.

Vu la complexité du calcul de la base subsidiable des investissements (calcul du surcoût diminué des avantages retirés pendant les cinq premières années de vie de l'investissement), la présente circulaire précise les modalités de calcul de la base subsidiable et fournit des exemples de calcul par filière en ce qui concerne l'utilisation durable de l'énergie (application de l'article 7 du décret et de l'article 7 de l'arrêté).

TITRE I^{er}. — Modalités de calcul pour les investissements visant la protection de l'environnement

Pour rappel, les taux d'aide appliqués à la base subsidiable sont les suivants :

	P.M.E.	Grande entreprise
Investissements permettant de dépasser les normes communautaires	20 % 25 % si ISO 14001 30 % si EMAS	15 % 17,5 % si ISO 14001 20 % si EMAS
Investissements pour se mettre en conformité avec nouvelle norme communautaire adoptée depuis moins de trois ans	15 %	/
Actions de valorisation et de réduction des déchets dans le processus de production	15 %	15 %

Le montant de la prime et de l'exonération du précompte immobilier ne peut dépasser :

- € 1.000.000 par entreprise sur quatre ans s'il s'agit d'une P.M.E.;
- € 2.000.000 par entreprise sur quatre ans s'il s'agit d'une grande entreprise.

Le délai de quatre ans prendra cours à dater de la décision d'octroi relative au premier dossier traité en faveur de l'entreprise sur base du présent décret.

Pour rappel, le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie et son arrêté d'application du 2 décembre 2004 ont intégré l'encadrement communautaire des aides d'Etat pour la protection de l'environnement. Celui-ci prévoit en son point E.1.7 "coûts éligibles" que ceux-ci "doivent être strictement limités aux coûts d'investissement supplémentaires pour atteindre les objectifs de protection de l'environnement. Cela signifie que lorsque le coût de l'investissement de protection de l'environnement n'est pas aisément détachable du coût total, la Commission prendra en compte des méthodes de calcul objectives et transparentes, par exemple le coût d'un investissement comparable sur le plan technique, mais qui ne permet pas d'atteindre la même protection de l'environnement. Dans tous les cas, ces coûts éligibles doivent être calculés abstraction faite des avantages retirés d'une éventuelle augmentation de capacité, des économies de coûts engendrées pendant les cinq premières années de vie de l'investissement et des productions accessoires additionnelles pendant cette même période de cinq années."

Toute demande d'aides dans le cadre de la protection de l'environnement doit reprendre les éléments suivants, qui serviront à la détermination de la base subsidiable.

Par projet d'investissement, les points suivants devront être définis et complétés :

1. Les raisons ou les problèmes environnementaux ayant amené à la réalisation des investissements devront être expliqués (mise en place de meilleures technologies, respect de nouvelles normes environnementales,...).
2. Description technique, succincte et claire des différents investissements projetés.
3. Les objectifs environnementaux quantitatifs que l'entreprise se fixe dans le cadre des investissements projetés doivent être explicités (réduction des déchets produits, des émissions atmosphériques, des rejets aqueux, des émissions sonores, de la consommation d'énergie, utilisation de matières premières moins polluantes,...).
4. Tous ces objectifs environnementaux chiffrés sont à mettre en comparaison avec les exigences environnementales imposées, si celles-ci existent. Par exigences environnementales, on entend les directives européennes et les réglementations fédérales et régionales en la matière.

Le tableau suivant illustre les informations qui peuvent être obtenues aux points 1, 3 et 4 :

Paramètres	Valeur avant investissement	Références légales justifiant la valeur imposée	Valeur nouvellement imposée dans la réglementation	Objectif visé	Objectif atteint si données déjà disponibles
Exemple 1 Poussières (mg/Nm ³)	80	à préciser	50	30	25
Exemple 2 Niveau sonore (dB)	80	à préciser	50	45	44
Exemple 3 Consommation de l'eau (m ³)	100 000	à préciser	néant	50 000	45 000
Exemple 4 Réduction de la production de déchets (T)	5 000	à préciser	néant	750	750
Exemple 5 Poussières (mg/Nm ³)	néant car installation inexistante	à préciser	50	30	25

La comparaison des objectifs environnementaux visés en rapport avec les exigences imposées doit s'apprécier de manière stricte et continue : cela signifie que l'objectif visé doit se situer de manière stricte et continue en-dessous de la valeur imposée.

5. Les gains, au sens de l'article 7 du décret, doivent être précisés pour chaque projet d'investissement.

Paramètres	Production actuelle	Production après investissement	Réduction obtenue	Gain à l'unité (*)	Gains obtenus sur un an
Exemple Réduction de la production de déchets (T)	5 000	750	4 250	X euros la tonne	Y euros (soit X × 4 250)

(*) Le gain à l'unité doit intégrer tous les gains réalisés à travers l'objectif de l'investissement, soit par exemple : le gain lié à la non mise en décharge, la réduction de la consommation d'énergie, la réduction de la consommation de matières premières,...

Les gains obtenus sur un an seront actualisés sur cinq ans. Le taux d'actualisation tel que fixé par la Commission européenne peut être consulté sur son site Internet : (http://europa.eu.int/comm/competition/state_aid/others/reference_rates.html).

Les gains pris en considération seront déterminés, lors du traitement du dossier, en calculant la moyenne des prix officiels, et/ou des prix fournis au demandeur, de chaque type de combustible et/ou vecteur énergétique, sur base des prix des douze mois précédant la date d'introduction du dossier.

Pour tous les autres types de gains, à défaut de prix ou de marchés officiels, les prix unitaires seront calculés sur cette même base de douze mois et sur base de justificatifs probants apportés par l'entreprise.

Il y a lieu de préciser pour chacun des objectifs environnementaux à atteindre la manière dont ceux-ci pourront être contrôlés (bilans, factures, analyses par un laboratoire agréé...). Ces documents seront présentés à la Division de la Police de l'Environnement de la D.G.R.N.E. lors de la vérification préalable à la liquidation de la prime.

TITRE II. — *Modalités de calcul pour les investissements visant l'utilisation durable de l'énergie*

Rappel des dispositions.

L'aide à l'investissement est de :

- 40 % des coûts éligibles pour les P.M.E., avec un plafond à 1 million d'EUR par entreprise sur quatre ans;
- 20 % des coûts éligibles pour grandes entreprises, avec un plafond à 2 millions d'EUR par entreprise sur quatre ans.

Le délai de quatre ans prendra cours à dater de la décision d'octroi relative au premier dossier traité en faveur de l'entreprise sur base du présent décret.

Les investissements réalisés par des entreprises dont les activités relèvent de la production et la distribution d'énergie sont exclus du bénéfice des aides, à l'exception des petites entreprises non détenues par une moyenne ou grande entreprise relevant du secteur de l'énergie et qui produisent de l'électricité verte.

De plus, la prime octroyée ne peut être supérieure à 40 % du montant du projet.

CHAPITRE I^{er}. — *Investissements relatifs aux énergies issues de sources d'énergie renouvelables et aux installations de cogénération de qualité*

Section 1^{re}. — Principes communs

A. Introduction.

Les coûts éligibles sont les surcoûts supportés par l'entreprise par rapport à une installation de production d'énergie traditionnelle de même capacité en termes de production effective d'énergie, desquels sont déduits :

- les avantages retirés d'une éventuelle augmentation de capacité;
- les économies de coûts engendrées pendant les cinq premières années de la vie de l'investissement;
- les productions accessoires additionnelles pendant la même période de cinq ans.

B. Unité de référence.

Pour la production d'électricité :

L'unité de référence correspond à la filière électrique classique visée à l'article 38, § 2, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. L'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte précise qu'il s'agit d'une turbine gaz-vapeur. Les caractéristiques techniques de cette centrale sont précisées par la CWaPE.

L'installation faisant l'objet de la demande est donc comparée à une centrale TGV fonctionnant au gaz naturel. Les caractéristiques-types de cette centrale sont visées à l'annexe I^{re}, C (rendement, coût d'investissement, coût de fonctionnement, etc.).

Dès lors, toute installation de production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelables est comparée à une centrale TGV de même capacité en terme de production effective d'énergie.

Il en est de même pour toute installation de cogénération. Dans ce cas, la production de chaleur est comptabilisée dans les économies de coûts de fonctionnement sur base de la comparaison avec une chaudière de référence.

Une centrale TGV étant supposée fonctionner en moyenne 6 000 h/an, la production effective d'énergie est calculée au prorata de la durée annuelle de fonctionnement de l'installation faisant l'objet de la demande (durée d'utilisation de la filière correspondant à l'installation faisant l'objet de la demande/6 000). Par conséquent, les coûts d'investissement et les coûts d'exploitation fixes de la centrale TGV sont calculés selon ce même rapport.

Pour la production de chaleur seule :

L'installation faisant l'objet de la demande est comparée à une chaudière de même capacité. Le combustible de référence est le gaz naturel lorsque le réseau gazier est disponible. Dans le cas contraire, il est fait référence au mazout. Les caractéristiques-types de l'installation de référence sont visées à l'annexe I^{re}, D (rendement, coût d'investissement, coût de fonctionnement, etc.). Le rendement considéré est le rendement de la chaudière (installation moderne de référence) publié par la CWaPE en vertu de l'article 2, 3^o, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Pour le calcul de l'économie de coûts, le prix du combustible est relativement volatil et est fonction des volumes et types de combustibles fournis. Dès lors, il sera déterminé au moment de l'introduction du dossier sur base du prix moyen pratiqué au cours des douze mois précédents l'introduction du dossier.

C. Déductions de certains éléments.

- *Avantages liés à une éventuelle augmentation de capacité :*

Il s'agit des économies d'échelle au niveau du processus industriel uniquement.

Cet avantage est nul en cas d'installations de production d'énergie autonomes. Il doit être analysé au cas par cas pour des installations réalisées au sein d'autres entreprises dont l'objet social n'est pas la production d'énergie.

- *Economies de coûts engendrés pendant les cinq premières années de vie de l'investissement :*

Les coûts et gains liés à l'installation faisant l'objet de la demande sont comparés à ceux d'une TGV pour la production d'électricité et, le cas échéant, d'une chaudière pour la production de chaleur, ayant les caractéristiques reprises à l'annexe I^{re}.

Pour la production d'électricité, ces coûts et gains sont calculés au prorata de la durée de fonctionnement.

Le calcul tient compte du taux d'actualisation publié par la Commission européenne en vigueur au moment de l'introduction de la demande. Le taux d'actualisation tel que fixé par la Commission européenne peut être consulté sur son site Internet :

http://europa.eu.int/comm/competition/state_aid/others/reference_rates.html

Sont pris en considération :

- les coûts d'exploitation et de maintenance fixes et variables;
- les coûts liés au combustible;
- les coûts liés aux quotas d'émission de CO₂ pour la TGV;
- les frais de "balancing", imputés à toute technologie en fonction du niveau de prévisibilité de sa production d'électricité : ces frais correspondront à l'écart entre un prix plafond déterminé sur base des prix de la plate-forme de commerce électronique d'électricité créée en Belgique et un prix de marché de l'électricité produite calculé sur base de la méthode conventionnelle pour la détermination du prix de marché de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables (telle qu'exposée dans la communication CD-5d05-CWAPE du 7 avril 2005);

• les gains résultant de la vente des certificats verts : le calcul de ces gains est réalisé sur base de l'aide à la production visée par l'arrêté du Gouvernement du 6 novembre 2003 relatif à l'aide à la production octroyée à l'électricité verte, à savoir 65 EUR/certificat vert. Toutefois, pour le photovoltaïque, le calcul est basé sur le prix de rachat par Elia (150 EUR/certificat vert émis pour le photovoltaïque) visé à l'article 14 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion d'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables.

- *Productions accessoires additionnelles pendant cinq ans :*

Il s'agit de la vente de produits résultant de la production d'énergie.

Le calcul des gains résultant de ces productions accessoires tient compte du taux d'actualisation publié par la Commission européenne en vigueur au moment de l'introduction de la demande.

D. Hypothèses de calcul.

Les surcoûts sont calculés sur base des hypothèses visées à l'annexe I^{re}.

La DGTRE adapte les hypothèses de calcul visées à l'annexe I^{re}, C, en fonction des évolutions technologiques, des coûts de l'énergie et des quotas d'émissions de CO₂, à l'exception du prix considéré pour les certificats verts.

La division de l'Energie adapte les hypothèses de calcul visées à l'annexe I^{re}, D, en fonction notamment des évolutions technologiques.

Les hypothèses de calcul seront déterminées au moment de l'introduction du dossier sur base des coûts et prix moyens pratiqués au cours des douze mois précédents l'introduction du dossier.

Section II. — Investissements éligibles par filières

Afin de déterminer la base subsidiable, les investissements suivants sont notamment pris en considération :

A. Eolien :

1. Terrain.
2. Aménagement des accès et du site.
3. Travaux de génie civil (notamment fondations).
4. Eolienne montée et prête à fonctionner.
5. Raccordement au réseau.
6. Dispositifs de sécurité et de monitoring.
7. Certification des équipements.
8. Tout autre équipement nécessaire pour la production d'électricité éolienne, sous réserve de l'accord des Administrations de l'Energie et de l'Economie.

B. Hydraulique :

1. Terrain.
2. Aménagement des accès et du site (notamment curage, réfection).
3. Travaux de génie civil.
4. Dégrilleur et autres systèmes de protection contre les déchets flottants.
5. Unité de production, sous abri.
6. Raccordement au réseau.
7. Dispositifs de sécurité et de monitoring.
8. Certification des équipements.
9. Tout autre équipement nécessaire pour la production d'électricité hydraulique, sous réserve de l'accord des Administrations de l'Energie et de l'Economie.

C. Solaire thermique :

1. Capteurs solaires installés.
2. Equipements et dispositifs d'intégration dans les systèmes de chauffage d'appoint.
3. Dispositifs de contrôle et de monitoring.
4. Certifications des équipements.

5. Tout autre équipement nécessaire pour la production et/ou l'utilisation de chaleur, sous réserve de l'accord des Administrations de l'Énergie et de l'Économie.

D. Photovoltaïque :

1. Cellules solaires PV installées.
2. Équipements de transformation et d'utilisation de l'électricité.
3. Raccordement au réseau.
4. Dispositifs de sécurité et de monitoring.
5. Certification des équipements.
6. Tout autre équipement nécessaire pour la production d'électricité, sous réserve de l'accord des Administrations de l'Énergie et de l'Économie.

E. Biométhanisation et cogénération :

1. Terrain.
2. Aménagement des accès et du site.
3. Travaux de génie civil.
4. Stockage des matières entrantes et des résidus.
5. Préparation des matières et systèmes d'injection.
6. Digesteurs.
7. Unité de production sous abri.
8. Systèmes d'hygiénisation et de séparation des phases.
9. Équipements de pesée.
10. Raccordement au réseau électrique.
11. Réseau de chaleur ou connexion à un réseau existant.
12. Dispositifs de sécurité et de monitoring.
13. Certification des équipements.
14. Tout autre équipement nécessaire pour la production d'énergie, sous réserve de l'accord des Administrations de l'Énergie et de l'Économie.

F. Biomasse (liquide et solide) et cogénération :

1. Terrain.
2. Aménagement des accès et du site.
3. Travaux de génie civil.
4. Stockage des matières entrantes et des résidus.
5. Équipement de préparation du combustible.
6. Unité de production sous abri.
7. Raccordement au réseau électrique.
8. Réseau de chaleur ou connexion à un réseau existant.
9. Dispositifs de sécurité et de monitoring.
10. Systèmes de traitement et d'évacuation des rejets.
11. Certification des équipements.
12. Tout autre équipement nécessaire pour la production d'énergie, sous réserve de l'accord des Administrations de l'Énergie et de l'Économie.

G. Cogénération :

1. Terrain.
2. Aménagement des accès et du site.
3. Travaux de génie civil.
5. Stockage des matières entrantes et des résidus.
6. Unité de production sous abri.
7. Raccordement au réseau électrique.
8. Réseau de chaleur ou connexion à un réseau existant.
9. Dispositifs de sécurité et de monitoring.
10. Systèmes de traitement et d'évacuation des rejets.
11. Certification des équipements.
12. Tout autre équipement nécessaire pour la production d'énergie, sous réserve de l'accord des Administrations de l'Énergie et de l'Économie.

H. Chaudière biomasse :

1. Terrain.
2. Aménagement des accès et du site.
3. Travaux de génie civil.
4. Stockage des matières entrantes et des résidus.
5. Equipement pour la préparation et la manutention de la biomasse.
6. Unité de production sous abri (chaudière, système d'aspiration, système d'alimentation de la chaudière, etc.).
7. Système de traitement et d'évacuation des rejets.
8. Réseau de chaleur ou connexion à un réseau existant.
9. Dispositif de sécurité et de monitoring.
10. Certification des équipements.
11. Tout autre équipement nécessaire pour la production d'énergie, sous réserve de l'accord des Administrations de l'Energie et de l'Economie.

*CHAPITRE II. — Investissements permettant de réduire la consommation d'énergie
au cours du processus de production*

Introduction :

Les coûts éligibles sont les surcoûts supportés par l'entreprise par rapport à une installation traditionnelle de même nature, desquels sont déduits :

- les avantages retirés d'une éventuelle augmentation de capacité;
- les économies de coûts engendrées pendant les cinq premières années de la vie de l'investissement;
- les productions accessoires additionnelles pendant la même période de cinq ans.

Investissement :

L'investissement considéré est comparé à un investissement traditionnel. Seule la partie de l'investissement permettant de réaliser des économies d'énergie au cours du processus de production est prise en considération.

Dans la mesure où l'investissement permettant de réaliser des économies d'énergie s'ajoute à un investissement traditionnel et peut être différencié du reste de l'investissement, le demandeur distingue :

- la nature de l'investissement traditionnel (description technique et coût), et
- la partie de l'investissement lié aux économies d'énergie (description technique et économies d'énergie engendrées annuellement), ainsi que son coût spécifique.

Dans la mesure où l'investissement relatif aux économies d'énergie ne peut être isolé du reste de l'investissement, le demandeur précise le type d'investissement et le compare à un investissement traditionnel. A cette fin, le demandeur détaille les économies d'énergie engendrées annuellement par l'investissement envisagé en comparaison de l'investissement traditionnel, le gain financier annuel en résultant ainsi que la différence de coût d'investissement.

Déductions de certains éléments :

Lorsque l'investissement permet d'augmenter la capacité de production, le demandeur le précise et détaille le gain en résultant.

En cas de nouvelle installation, cette disposition n'est pas pertinente.

Les économies de coûts sont liées aux économies d'énergies réalisées au cours des cinq premières années de l'investissement. Ces économies sont calculées tenant compte du taux d'actualisation publié par la Commission européenne en vigueur au moment de l'introduction de la demande. Le taux d'actualisation tel que fixé par la Commission européenne peut être consulté sur son site Internet :

http://europa.eu.int/comm/competition/state_aid/others/reference_rates.html

Pour le calcul des surcoûts, le prix du combustible est relativement volatil et fonction des volumes et types de combustibles fournis. Dès lors, il sera déterminé au moment de l'introduction du dossier sur base du prix moyen pratiqué au cours des douze mois précédents l'introduction du dossier.

Namur, le 29 septembre 2006.

ANNEXE I^o. — HYPOTHESES DE CALCUL**A. Rappel des principes**

Investissement minimum	25.000 EUR	
Taux subside brut	40 % 20 %	P.M.E. Grandes entreprises
Plafond subside (sur quatre ans)	1.000.000 EUR 2.000.000 EUR	P.M.E. Grandes entreprises

B. Actualisation

Taux actualisation publié par la Commission euro- péenne	A vérifier lors de l'introduction de la demande	3,7 % (mai 2006)
Facteur annuité Pour les cinq premières années	A vérifier lors de l'introduction de la demande	4,49 (mai 2006)

C. Références électricité

Investissement spécifique TGV	450	EUR/kWe
Rendement TGV	55	%
Durée d'utilisation TGV	6 000	heures/an
Coûts d'exploitation et de mainte- nance (O&M) annuels fixes TGV	10	EUR/kWe
Coûts d'exploitation et de mainte- nance (O&M) annuels variables TGV	1,96	EUR/MWhe
Coût combustible G.N. TGV (para- mètre G moyen entre juin 2005 et mai 2006)	19,7	EUR/MWhp PCS
Coût quotas d'émission de CO ₂ pour une TGV	1	EUR/MWhe
Coût de revient électricité (hors invest)	39,1	EUR/MWhe
Calcul au prorata durée d'utilisa- tion de la filière/6 000 de la produc- tion effective d'électricité	durée d'utilisation de la filière/6 000	
Prix CV sauf Photovoltaïque	65	EUR/CV
Prix CV pour Photovoltaïque	150	EUR/CV

D. Références chaleur

Investissement spécifique chaleur	60	EUR/kWq
Rendement chaudière G.N.	90	%
Coûts d'exploitation et de mainte- nance (O&M) annuels fixes chau- dière G.N.	12	EUR/kWq
Coûts d'exploitation et de mainte- nance (O&M) annuels variables chaudière G.N.	1	EUR/MWhq
Coût d'exploitation chaleur (hors invest)	35	EUR/MWhq

ANNEXE II. — EXEMPLES THEORIQUES DE CAS

Les calculs repris ci-dessous sont fournis à titre illustratifs par filière pour une petite entreprise dont l'activité principale relève du secteur de la production d'énergie. Pour les entreprises dont l'activité principale ne relève pas du secteur de l'énergie, le taux de subside est de 40 % des surcoûts pour les P.M.E. et de 20 % pour les grandes entreprises.

Le demandeur fournit, via son plan financier, les données liées à son installation et permettant de réaliser ces calculs.

PROJET EOLIEN

Données du projet			
Emissions CO ₂ mix combustible		kg CO ₂ /MWhp	0
Prix combustible		EUR/MWhp	0
Pend (puissance électrique nette développable)		kWe	1 500
<input type="checkbox"/> E		%	-
<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		kWq	-
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 000
Durée d'utilisation		heures	2 200
Coût de la filière de référence pour une production équivalente			
Investissement centrale TGV (1)		EUR	247.500
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	24.500
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	29.000
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	564.500
	+ Frais quota CO ₂	EUR	15.000
	= Coût de la filière de référence pendant cinq ans (2)	EUR	633.000
Coût du projet			
Investissement (3)		EUR	1.800.000
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	160.000
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	14.500
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	0
	+ Frais "balancing" sur cinq ans	EUR	146.500
	= Frais centrale E-SER sur cinq ans (hors invest)	EUR	321.000
	- Revenu additionnel sur cinq ans (CV)	EUR	963.000
	= Coût de la filière E-SER pendant cinq ans (4)	EUR	- 642.000
Investissement éligible			
Surcoût investissement (3-1)		EUR	1.552.500
- Economie coût pendant cinq ans (2-4)		EUR	1.275.000
- Economie augmentation production		EUR	0
= Total		EUR	277.500
SUBSIDE OCTROYE			
MONTANT DU SUBSIDE (40 % de l'inv. éligible)		EUR	111.000

PROJET HYDRAULIQUE

Données du projet			
Emissions CO ₂ mix combustible		kg CO ₂ /MWhp	0
Prix combustible		EUR/MWhp	0
Pend		kWe	500
<input type="checkbox"/> E		%	-
<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		KWq	-
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 000
Durée d'utilisation		heures	4 000

Coût de la filière de référence pour une production équivalente			
Investissement centrale TGV (1)		EUR	150.000
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	15 000
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	17.500
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	342.000
	+ Frais quota CO ₂	EUR	9.000
	= Coût de la filière de référence pendant cinq ans (2)	EUR	383.500
Coût du projet			
Investissement (3)		EUR	1.250.000
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	55.500
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	9.000
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	0
	+ Frais "balancing" sur cinq ans	EUR	0 (ou à préciser)
	= <i>Frais centrale E-SER sur cinq ans (hors invest)</i>	<i>EUR</i>	<i>64.500</i>
	= <i>Revenu additionnel sur cinq ans (CV)</i>	<i>EUR</i>	<i>583.500</i>
	= Coût de la filière E-SER pendant cinq ans (4)	EUR	- 519.000
Investissement éligible			
Surcoût investissement (3-1)		EUR	1.100.000
- Economie coût pendant cinq ans (2-4)		EUR	902.500
- Economie augmentation production		EUR	0
= Total		EUR	197.500
SUBSIDE OCTROYE			
MONTANT DU SUBSIDE (40 % de l'inv. éligible)		EUR	79.000

PROJET PHOTOVOLTAIQUE.

Données du projet			
Emissions CO ₂ mix combustible	kg CO ₂ /MWhp	0	
Prix combustible	EUR/MWhp	0	
Pend	kWe	5	
<input type="checkbox"/> E	%	-	
<input type="checkbox"/> Q	%	-	
Pqnv	kWq	-	
<input type="checkbox"/> CV	CV/MWhe	1 000	
Durée d'utilisation	heures	1 000	
Coût de la filière de référence pour une production équivalente			
Investissement centrale TGV (1)		EUR	375
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	37
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	44
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	856
	+ Frais quota CO ₂	EUR	22
	= Coût de la filière de référence pendant cinq ans (2)	EUR	959
Coût du projet			
Investissement (3)		EUR	35.000

Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	155
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	22
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	0
	+ Frais "balancing" sur cinq ans	EUR	222
	= <i>Frais centrale E-SER sur cinq ans (hors invest)</i>	EUR	399
	- <i>Revenu additionnel sur cinq ans (CV)</i>	EUR	3.367
	= Coût de la filière E-SER pendant cinq ans (4)	EUR	- 2.968
Investissement éligible			
Surcoût investissement (3-1)		EUR	34.625
- Economie coût pendant cinq ans (2-4)		EUR	3.927
- Economie augmentation production		EUR	0
= Total		EUR	30.698
SUBSIDE OCTROYE			
MONTANT DU SUBSIDE (40 % de l'inv. éligible)		EUR	12.279

(4) Evalués pour l'exemple à 10 EUR/MWhe

PROJET COGENERATION BOIS-ENERGIE

Données du projet		Bois connexes (5)	Bois rémanents
Emissions CO ₂ mix combustible	kg CO ₂ /MW _{hp}	0	25
Prix combustible	EUR/MW _{hp}	0	20
Pend	kWe	500	500
<input type="checkbox"/> E	%	25	25
<input type="checkbox"/> Q	%	45	45
P _{qnv}	kW _q	900	900
<input type="checkbox"/> CV	CV/MWhe	2 000	2 000
Durée d'utilisation	heures	5 000	5 000
Coût de la filière de référence pour une production équivalente			
Investissement centrale TGV (1)		EUR	187.500
Investissement chaudière		EUR	0
Fonctionnement	TGV Chaudière O&M fixes sur cinq ans	EUR	18.500
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	22.000
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	428.000
	+ Frais quota CO ₂	EUR	11.000
	= <i>Frais TGV sur cinq ans (hors invest)</i>	EUR	479.500
	+ <i>Frais chaudière sur cinq ans (hors invest)</i>	EUR	707.000
= Coût de la filière de référence pendant cinq ans (2)		EUR	1.186.500
Coût du projet			
Investissement (3)		EUR	1.750.000
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	311.000
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	333.000
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	0
	+ Frais "balancing" sur cinq ans	EUR	0
	= <i>Frais centrale E-SER sur cinq ans (hors invest)</i>	EUR	644.000
	- <i>Revenu additionnel sur cinq ans (CV)</i>	EUR	1.459.000

	= Coût de la filière E-SER pendant cinq ans (4)	EUR	- 815.000	110.500
Investissement éligible				
Surcoût investissement (3-1)		EUR	1.562.500	1.562.500
- Economie coût pendant cinq ans (2-4)		EUR	2.001.500	1.076.000
- Economie augmentation production		EUR	0	0
- Productions additionnelles (à déterminer)		EUR		
= Total		EUR	(négatif)	486.500
SUBSIDE OCTROYE				
MONTANT DU SUBSIDE (40 % de l'inv. éligible)		EUR	0	194.600

(5) Ce type de combustible est compris dans le sens d'un produit généré par l'activité de l'entreprise et utilisé sur place. On considère son prix comme nul. Si ce produit provient d'une autre entreprise, il y a lieu de tenir compte du prix du transport.

PROJET COGENERATION BIOGAZ

Données du projet			
Emissions CO ₂ mix combustible		kg CO ₂ /MWhp	5
Prix combustible		EUR/MWhp	0
Pend		kWe	150
<input type="checkbox"/> E		%	30
<input type="checkbox"/> Q		%	35
Pqnv		kWq	175
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 833
Durée d'utilisation		heures	4 500
Coût de la filière de référence pour une production équivalente			
Investissement centrale TGV (1)		EUR	50.500
Investissement chaudière		EUR	0
Fonctionnement	TGV Chaudière O&M fixes sur cinq ans	EUR	5.000
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	6.000
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	115.500
	+ Frais quota CO ₂	EUR	3.000
	= <i>Frais TGV sur cinq ans (hors invest)</i>	<i>EUR</i>	<i>129.500</i>
	+ <i>Frais chaudière sur cinq ans (hors invest)</i>	<i>EUR</i>	<i>123.500</i>
= Coût de la filière de référence pendant cinq ans (2)		EUR	253.000
Coût du projet			
Investissement (3)		EUR	900.000
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	160.000
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	51.500
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	0
	+ Frais "balancing" sur cinq ans	EUR	0
	= <i>Frais centrale E-SER sur cinq ans (hors invest)</i>	<i>EUR</i>	<i>211.500</i>
	- <i>Revenu additionnel sur cinq ans (CV + éventuellement digestat)</i>	<i>EUR</i>	<i>361.000</i>
	= Coût de la filière E-SER pendant cinq ans (4)	EUR	- 149.500

Investissement éligible		
Surcoût investissement (3-1)	EUR	849.500
- Economie coût pendant cinq ans (2-4)	EUR	402.500
- Economie augmentation production	EUR	0
- Productions additionnelles (à déterminer)	EUR	
= Total	EUR	447.000
SUBSIDE OCTROYE		
MONTANT DU SUBSIDE (40 % de l'inv. éligible)	EUR	178.800

PROJET CHAUDIERE BIOMASSE

Données du projet		Bois "connexes" (6)	Bois rémanents (7)
Emissions CO ₂ mix combustible	kg CO ₂ /MW _{hp}	0	0
Prix combustible	EUR/MW _{hp}	0	20
P _{qnv}	kW _q	2 000	2 000
□ Q	%	90	90
Durée d'utilisation	heures	3 000	3 000
Coût de la filière de référence pour une production équivalente			
Investissement chaudière G.N. (1)	EUR	120.000	120.000
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	120.000
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	30.000
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	943.000
	= Coût de la filière de référence pendant cinq ans (2)	EUR	1.093.000
Coût du projet			
Investissement (3)	EUR	400.000	400.000
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	300.000
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	63.000
	+ Combustible sur cinq ans	EUR	0
	= Frais centrale E-SER sur cinq ans (hors invest)	EUR	363.000
	- Revenu additionnel sur cinq ans (8)	EUR	-
	= Coût de la filière E-SER pendant cinq ans (4)	EUR	363.000
Investissement éligible			
Surcoût investissement (3-1)	EUR	280.000	280.000
- Economie coût pendant cinq ans (2-4)	EUR	- 730.000	- 130.500
- Economie augmentation production	EUR	0	0
- Productions additionnelles (à déterminer)	EUR		
= Total	EUR	(négatif)	149.500
SUBSIDE OCTROYE			
MONTANT DU SUBSIDE (40 %)	EUR	0	59.873

(6) Ce type de combustible est compris dans le sens d'un produit généré par l'activité de l'entreprise et utilisé sur place. On considère son prix comme nul. Si ce produit provient d'une autre entreprise, il y a lieu de tenir compte du prix du transport.

(7) Le prix du combustible est fixé à 10 EUR/MWh. Ce prix est très variable.

(8) Le fait que l'entreprise valorise un produit dont elle devait se débarrasser auparavant peut être considéré ici comme un « revenu additionnel ».

PROJET SOLAIRE THERMIQUE

Données du projet			
Consommation journalière d'eau chaude sanitaire		l	2 000
<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		kWq	35
Durée d'utilisation		heures	1 000
Coût de la filière de référence pour une production équivalente			
Investissement chaudière (1)		EUR	2.100
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	2.102
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	176
	= Coût de la filière de référence pendant cinq ans (2)	EUR	2.278
Coût du projet			
Investissement (3)		EUR	55.000
Fonctionnement	O&M fixes sur cinq ans	EUR	0
	+ O&M variables sur cinq ans	EUR	236
	= Coût de la filière E-SER pendant cinq ans (4)	EUR	236
Investissement éligible			
Surcoût investissement (3-1)		EUR	52.900
- Economie coût pendant cinq ans (2-4)		EUR	2.042
- Economie de coût lié au combustible pendant cinq ans		EUR	5.500
- Productions additionnelles (à déterminer)		EUR	
= Total		EUR	45.358
SUBSIDE OCTROYE			
MONTANT DU SUBSIDE (40 % de l'inv. éligible)		EUR	18.143

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2006/204123]

29. SEPTEMBER 2006 — Rundschreiben über die Modalitäten zur Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energienutzung bestimmt sind

In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energienutzung bestimmt sind, werden die Prozentsätze und Höchstbeträge der für die nachstehenden Investitionen gewährten Beihilfen festgelegt:

- für den Umweltschutz:

a. die Investitionen, durch die das Unternehmen die bestehenden Gemeinschaftsnormen übertreffen kann oder die Investitionen, die es ohne derartige verbindliche Normen vornimmt;

b. die von einem K.M.U. vorgenommenen Investitionen, damit dieses sich mit den neuen Gemeinschaftsnormen in Übereinstimmung bringen kann, und dies während eines Zeitraums von drei Jahren ab der Verabschiedung dieser neuen Normen durch die Europäische Gemeinschaft;

c. die Aktionen zur Verwertung und Verringerung der Abfälle im Produktionsverfahren.

- für die nachhaltige Energienutzung:

a. die Investitionen, durch die der im Laufe des Produktionsverfahrens benutzte Energieverbrauch verringert werden kann;

b. die Investitionen, durch die Energien aus erneuerbaren Energiequellen entwickelt werden können;

c. die Investitionen, durch die qualitativ hochwertige Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen entwickelt werden können.

Die Mindestgrenze der unterbreiteten Investitionen wird auf € 25.000 festgelegt.

Angesichts der Komplexität der Berechnung der bezuschussbaren Grundlage für die Investitionen (Berechnung der Mehrkosten unter Abzug der während der ersten fünf Jahre der Lebensdauer der Investition gezogenen Vorteile) werden in dem vorliegenden Rundschreiben die Modalitäten der Berechnung der bezuschussbaren Grundlage näher angegeben und Berechnungsbeispiele je nach Verfahren, was die nachhaltige Energiebenutzung betrifft, angeführt (Anwendung des Artikels 7 des Dekrets und des Artikels 7 des Erlasses).

TITEL I — Berechnungsmodalitäten für die Investitionen zum Umweltschutz

Zur Erinnerung werden nachstehend die auf die bezuschussbare Grundlage anwendbaren Beihilfesätze angeführt:

	K.M.U.	Großunternehmen
Investitionen, durch die die Gemeinschaftsnormen übertroffen werden können	20% 25% bei ISO 14001 30% bei EMAS	15% 17,5% bei ISO 14001 20% bei EMAS
Investitionen, durch die sich das Unternehmen mit der seit weniger als drei Jahren verabschiedeten neuen Gemeinschaftsnorm in Übereinstimmung bringen kann	15%	/
Aktionen zur Verwertung und Verringerung der Abfälle im Produktionsverfahren	15%	15%

Der Betrag der Prämie und die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug dürfen folgende Beträge nicht überschreiten:

- € 1.000.000 pro Unternehmen auf 4 Jahre im Falle eines K.M.U.;
- € 2.000.000 pro Unternehmen auf 4 Jahre im Falle eines Großunternehmens.

Die Frist von 4 Jahren läuft ab dem Gewährungsbeschluss bezüglich der ersten, zugunsten des Unternehmens auf der Grundlage des vorliegenden Dekrets bearbeiteten Akte.

Es ist daran zu erinnern, dass das Dekret vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, sowie dessen Anwendungserlass vom 2. Dezember 2004 in den Gemeinschaftsrahmen für staatliche Umweltschutzbeihilfen mit einbezogen worden sind. Dieser sieht in seinem Punkt E.1.7 *"beihilfefähige Kosten"* vor, dass diese *"sich ausschließlich auf die zur Verwirklichung der Umweltziele erforderlichen Investitionsmehrkosten beschränken. Dies bedeutet: Sind die Kosten für Umweltschutzinvestitionen nicht ohne weiteres von den Gesamtkosten zu trennen, wird die Kommission objektive und transparente Berechnungsmethoden berücksichtigen, zum Beispiel die Kosten einer Investition, die technisch vergleichbar ist, die aber nicht den gleichen Umweltschutzgrad ermöglicht. Auf alle Fälle sind in die beihilfefähigen Kosten nicht die Vorteile einzubeziehen, die sich aus einer etwaigen Kapazitätssteigerung, aus Kosteneinsparungen in den ersten fünf Jahren der Lebensdauer der Investition und der Nebenprodukte in diesen fünf Jahren ergeben."*

In jedem Antrag auf Beihilfen im Rahmen des Umweltschutzes müssen folgende Elemente angeführt werden, die zur Festlegung der bezuschussbaren Grundlage dienen:

Pro Investitionsvorhaben müssen folgende Punkte definiert und vervollständigt werden:

1. Die Gründe oder Umweltprobleme, die zur Tätigung der Investitionen geführt haben, müssen erläutert werden (Einführung besserer Technologien, Einhaltung neuer Umweltnormen,...).
2. Eine kurze und deutliche technische Beschreibung der verschiedenen geplanten Investitionen.
3. Die quantitativen umweltbezogenen Ziele, die sich das Unternehmen im Rahmen der geplanten Investitionen gesetzt hat, müssen erläutert werden (Verminderung der erzeugten Abfälle, der Emissionen in die Atmosphäre, der wässrigen Ableitungen, der Schallemissionen, des Energieverbrauchs, Benutzung weniger umweltbelastender Rohstoffe,...).

4. All diese quantifizierten umweltbezogenen Zielsetzungen sind mit den auferlegten umweltbezogenen Anforderungen zu vergleichen, sofern diese vorhanden sind. Unter umweltbezogenen Anforderungen sind die diesbezüglichen europäischen Richtlinien und föderalen und regionalen Regelungen zu verstehen.

Die nachstehende Tabelle veranschaulicht die Informationen, die in den Punkten 1, 3 und 4 erlangt werden können:

Parameter	Wert vor der Investition	Gesetzliche Referenzen, die den auferlegten Wert rechtfertigen	In der Regelung neu auferlegter Wert	Zielsetzung	Erreichtes Ziel, wenn Angaben bereits verfügbar
Beispiel 1 Staub(mg/Nm ³)	80	anzugeben	50	30	25
Beispiel 2 Schallpegel (dB)	80	anzugeben	50	45	44
Beispiel 3 Wasser-verbrauch (m ³)	100 000	anzugeben	entfällt	50 000	45 000
Beispiel 4 Verringerung der Abfallerzeugung (T)	5 000	anzugeben	entfällt	750	750
Beispiel 5 Staub(mg/Nm ³)	entfällt, da keine Anlage vorhanden ist	anzugeben	50	30	25

Der Vergleich der erwähnten umweltbezogenen Zielsetzungen im Verhältnis zu den auferlegten Anforderungen muss strengstens und ununterbrochen abgeschätzt werden: dies bedeutet, dass das in Aussicht genommene Ziel strengstens und ununterbrochen unter dem auferlegten Wert liegen muss.

5. Die Gewinne im Sinne des Artikels 7 des Dekrets müssen für jedes Investitionsvorhaben angegeben werden.

Parameter	Gegenwärtige Erzeugung	Erzeugung nach der Investition	Erzielte Verringerung	Gewinn je Einheit (*)	Auf ein Jahr erzielte Gewinne
Beispiel Verringerung der Abfallerzeugung (T)	5.000	750	4 250	X Euro pro Tonne	Y Euro (d.h. X × 4 250)

(*) Der Gewinn je Einheit muss alle Gewinne mit einbeziehen, die durch die Zielsetzung der Investition erreicht wurden, das heißt zum Beispiel: der Gewinn in Verbindung mit der Entsorgung, Verringerung des Energieverbrauchs, Verringerung des Rohstoffverbrauchs,...

Die auf ein Jahr erzielten Gewinne werden auf fünf Jahre diskontiert. Der Diskontsatz, so wie er von der Europäischen Kommission festgelegt wurde, ist auf deren Internet-Webseite zu finden (http://europa.eu.int/comm/competiti on/state_aid/others/reference_rates.html).

Die in Betracht gezogenen Gewinne werden im Laufe der Bearbeitung der Akte bestimmt, indem der Durchschnitt der öffentlichen Preise und/oder der dem Antragsteller angegebenen Preise eines jeden Brennstoffs und/oder Energieträgers auf der Grundlage der Preise der zwölf Monate vor dem Datum der Einreichung der Akte berechnet wird.

Für alle anderen Arten von Gewinnen werden in Ermangelung von Preisen oder offiziellen Märkten die Einheitspreise auf der gleichen Grundlage von zwölf Monaten und auf der Grundlage aussagekräftiger Belege, die von dem Unternehmen vorgewiesen werden, berechnet.

Für jede der zu erreichenden umweltbezogenen Zielsetzungen gilt es, die Art und Weise anzugeben, wie diese kontrolliert werden können (Bilanzen, Rechnungen, Analysen von einem zugelassenen Labor,...). Diese Unterlagen werden bei der Überprüfung vor der Auszahlung der Prämie der Abteilung Umweltpolizei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vorgelegt.

TITEL II — Berechnungsmodalitäten für die Investitionen zur nachhaltigen Energienutzung

Bestimmungen zur Erinnerung.

Die Investitionsbeihilfe beläuft sich auf:

- 40% der beihilfefähigen Kosten für die K.M.U., mit einer Höchstbetragsgrenze von 1 Million EUR je Unternehmen auf 4 Jahre;
- 20% der beihilfefähigen Kosten für Großunternehmen, mit einer Höchstbetragsgrenze von 2 Millionen EUR je Unternehmen auf vier Jahre.

Die Frist von vier Jahren läuft ab dem Gewährungsbeschluss bezüglich der ersten, zugunsten des Unternehmens auf der Grundlage des vorliegenden Dekrets bearbeiteten Akte.

Investitionen, die von Unternehmen vorgenommen werden, deren Tätigkeiten in den Bereich der Energieerzeugung und -verteilung fallen, kommen nicht in den Genuss der Beihilfe, mit Ausnahme der Kleinunternehmen, die nicht im Besitz eines zum Energiesektor gehörenden Mittel- oder Großunternehmens sind und die Grünstrom erzeugen.

Außerdem darf die gewährte Prämie nicht über 40 % des Betrags des Projekts liegen.

KAPITEL I — *Investitionen bezüglich der Energien aus erneuerbaren Energiequellen und der qualitativ hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen*

Abschnitt I — Gemeinsame Grundsätze

A. Einführung.

Die beihilfefähigen Kosten sind die Mehrkosten, die von dem Unternehmen in Bezug auf eine konventionelle Energieerzeugungsanlage mit gleicher Kapazität hinsichtlich der tatsächlichen Energieerzeugung getragen werden, unter Abzug:

- der aus einer etwaigen Kapazitätssteigerung gezogenen Vorteile;
- der Kosteneinsparungen, die sich während der ersten fünf Jahre der Lebensdauer der Investition ergeben;
- der Nebenprodukte während desselben Zeitraums von fünf Jahren.

B. Referenzeinheit.

Für die Stromerzeugung:

Die Referenzeinheit entspricht dem in Artikel 38 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten klassischen Stromerzeugungsverfahren. In Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms wird angegeben, dass es sich um ein Gas- und Dampfturbine handelt. Die technischen Eigenschaften dieses Kraftwerks werden von der CWaPE ("Commission wallonne pour l'Énergie" (Wallonische Kommission für Energie) angegeben.

Die Anlage, die Gegenstand des Antrags ist, wird demnach mit einem GuD-Kraftwerk verglichen, das mit Erdgas betrieben wird. Die typischen Eigenschaften dieses Kraftwerks werden in der Anlage I, C angegeben (Wirkungsgrad, Investitionskosten, Betriebsaufwendungen, usw.).

Demnach wird jede Anlage zur Erzeugung von Strom aus erneuerbaren Energiequellen mit einem GuD-Kraftwerk mit gleicher Kapazität hinsichtlich der tatsächlichen Energieerzeugung verglichen.

Dies gilt ebenfalls für jede Kraft/Wärme-Kopplungsanlage. In diesem Fall wird die Wärmeerzeugung in den Einsparungen der Betriebsaufwendungen auf der Grundlage des Vergleichs mit einem Referenzheizkessel verbucht.

Da vorausgesetzt wird, dass ein GuD-Kraftwerk im Durchschnitt 6 000 h/Jahr in Betrieb ist, wird die tatsächliche Energieerzeugung im Verhältnis zur jährlichen Betriebsdauer der Anlage, die Gegenstand des Antrags ist, berechnet (Benutzungsdauer des Verfahrens, die der Anlage entspricht, die Gegenstand des Antrags ist/6 000). Demzufolge werden die Investitionskosten und die festen Betriebskosten des GuD-Kraftwerks nach demselben Verhältnis berechnet.

Nur für die Wärmeerzeugung:

Die Anlage, die Gegenstand des Antrags ist, wird mit einem Heizkessel mit gleicher Kapazität verglichen. Der Referenzbrennstoff ist Erdgas, wenn das Gasnetz zur Verfügung steht. Im gegenteiligen Fall gilt Heizöl als Referenz. Die typischen Eigenschaften der Referenzanlage werden in der Anlage I, D angegeben (Wirkungsgrad, Investitionskosten, Betriebsaufwendungen, usw.). Der in Betracht gezogene Wirkungsgrad ist der Wirkungsgrad des Heizkessels (moderne Referenzanlage), der von der CWaPE gemäß Artikel 2 3° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts veröffentlicht wird.

Zur Berechnung der Kosteneinsparung ist der Preis des Brennstoffs relativ volatil und hängt von den Volumen und Arten der gelieferten Brennstoffe ab. Demnach wird er bei der Einreichung der Akte auf der Grundlage des im Laufe der 12 Monate vor der Einreichung der Akte angewandten Preises bestimmt.

C. Abzug bestimmter Elemente.

- *Vorteile in Verbindung mit einer etwaigen Kapazitätssteigerung:*

Es handelt sich um die größtenbedingten Kosteneinsparungen, die sich nur auf Industrieprozesse beziehen.

Dieser Vorteil ist inexistent im Falle von eigenständigen Energieerzeugungsanlagen. Für Anlagen, die innerhalb anderer Unternehmen eingesetzt werden, die die Energieerzeugung nicht zum Gesellschaftszweck haben, muss er von Fall zu Fall analysiert werden.

- *Kosteneinsparungen, die sich während der ersten fünf Jahre der Lebensdauer der Investition ergeben:*

Die Kosten und Gewinne in Verbindung mit der Anlage, die Gegenstand des Antrags sind, werden für die Stromerzeugung mit denjenigen eines GuD-Kraftwerks und für die Wärmeerzeugung gegebenenfalls mit denjenigen eines Kessels verglichen, deren Eigenschaften in der Anlage I angegeben werden.

Für die Stromerzeugung werden diese Kosten und Gewinne im Verhältnis zur Betriebsdauer berechnet.

Bei der Berechnung wird der von der Europäischen Kommission veröffentlichte, zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags geltende Diskontsatz berücksichtigt. Der Diskontsatz, so wie er von der Europäischen Kommission festgelegt wurde, ist auf deren Internet-Webseite zu finden:

http://europa.eu.int/comm/competition/state_aid/others/reference_rates.html

Berücksichtigt werden:

- die festen und schwankenden Betriebs- und Unterhaltskosten;
- die mit dem Brennstoff verbundenen Kosten;
- die mit den Kohlendioxidemissionszertifikaten für das GuD-Kraftwerk verbundenen Kosten;
- die "Balancing"-Kosten, die jeder Technologie je nach dem Grad der Vorhersehbarkeit ihrer Stromerzeugung angerechnet werden: diese Kosten entsprechen dem Unterschied zwischen einem auf der Grundlage der in Belgien eingerichteten elektronischen Stromhandelsplattform bestimmten Grenzpreis und einem auf der Grundlage der herkömmlichen Methode (so wie diese in der Mitteilung CD-5d05-CWAPE vom 7. April 2005 ausgelegt wird) zur Bestimmung des Marktpreises des aus erneuerbaren Energiequellen erzeugten Stroms berechneten Marktpreis der erzeugten Energie;
- die Gewinne aus dem Verkauf der grünen Bescheinigungen: die Berechnung dieser Gewinne erfolgt auf der Grundlage der in dem Erlass der Regierung vom 6. November 2003 über die für die Erzeugung von Grünstrom gewährte Beihilfe erwähnten Erzeugungsbeihilfe, das heißt 65 EUR/grüne Bescheinigung. Für die Photovoltaik jedoch beruht die Berechnung auf dem in Artikel 14 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2002 in Bezug auf die Ausarbeitung von Mechanismen zur Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen erwähnten Rückkaufpreis durch Elia (150 EUR/für die Photovoltaik ausgestellte grüne Bescheinigung).

- *Nebenprodukte während fünf Jahren:*

Es handelt sich um den Verkauf von Erzeugnissen aus der Energieerzeugung.

Bei der Berechnung der Gewinne aus diesen Nebenprodukten wird der von der Europäischen Kommission veröffentlichte, zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags geltende Diskontsatz berücksichtigt.

D. Berechnungshypothesen.

Die Mehrkosten werden auf der Grundlage der in der Anlage I erwähnten Hypothesen berechnet.

Die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie passt die in der Anlage I, C erwähnten Berechnungshypothesen je nach den technologischen Entwicklungen, den Energiekosten und den Kohlendioxid-emissionszertifikaten an, mit Ausnahme des die grünen Bescheinigungen betreffenden Preises.

Die Abteilung Energie passt die in der Anlage I, D erwähnten Berechnungshypothesen insbesondere je nach den technologischen Entwicklungen an.

Die Berechnungshypothesen werden bei der Einreichung der Akte auf der Grundlage der im Laufe der zwölf Monate vor der Einreichung der Akte angewandten Durchschnittskosten und -preise bestimmt.

Abschnitt II — Beihilfefähige Investitionen je nach Verfahren

Zur Bestimmung der bezuschussbaren Grundlage werden insbesondere folgende Investitionen in Betracht gezogen:

A. Windenergie:

1. Grundstück.
2. Gestaltung der Zugänge und des Geländes.
3. Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten (insbesondere Unterbauten).
4. errichtete und betriebsbereite Windkraftanlage.
5. Netzanschluss.
6. Sicherheits- und Überwachungsvorrichtungen.
7. Zertifizierung der Ausrüstungen.
8. jede andere zur Erzeugung von Windstrom erforderliche Ausrüstung, unter Vorbehalt des Einverständnisses der Energie- und Wirtschaftsverwaltungen.

B. Wasserenergie:

1. Gelände.
2. Gestaltung der Zugänge und des Geländes (insbesondere Reinigungs-, Verbesserungsarbeiten).
3. Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten.
4. Rechenreiniger und andere Systeme zum Schutz gegen Treibgut.
5. Erzeugungseinheit, unter Dach.
6. Netzanschluss.
7. Sicherheits- und Überwachungsvorrichtungen.
8. Zertifizierung der Ausrüstungen.
9. jede andere zur Erzeugung von Wasserstrom erforderliche Ausrüstung, unter Vorbehalt des Einverständnisses der Energie- und Wirtschaftsverwaltungen.

C. Thermische Sonnenenergie:

1. installierte Sonnenkollektoren.
2. Ausrüstungen und -vorrichtungen für die Integration mit zusätzlichen Heizsystemen.
3. Kontroll- und Überwachungsvorrichtungen.
4. Zertifizierung der Ausrüstungen.
5. jede andere zur Wärmeerzeugung und/oder -benutzung erforderliche Ausrüstung, unter Vorbehalt des Einverständnisses der Energie- und Wirtschaftsverwaltungen.

D. Photovoltaik:

1. installierte photovoltaische Solarzellen.
2. Ausrüstungen zur Stromumwandlung und -benutzung.
3. Netzanschluss.
4. Sicherheits- und Überwachungsvorrichtungen.
5. Zertifizierung der Ausrüstungen.
6. jede andere zur Stromerzeugung erforderliche Ausrüstung, unter Vorbehalt des Einverständnisses der Energie- und Wirtschaftsverwaltungen.

E. Biogasgewinnung und Kraft/Wärme-Kopplung:

1. Gelände.
2. Gestaltung der Zugänge und des Geländes.
3. Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten.
4. Lagerung der Eingangsmaterialien und der Abfälle.
5. Vorbereitung der Materialien und Einspeisungssysteme.
6. Fermenter.
7. Erzeugungseinheit unter Dach.
8. Systeme zur Hygienisierung und Phasentrennung.
9. Ausrüstungen zum Abwiegen.
10. Anschluss an das Stromnetz.

11. Fernwärmenetz oder Anschluss an ein vorhandenes Netz.
12. Sicherheits- und Überwachungsrichtungen.
13. Zertifizierung der Ausrüstungen.
14. jede andere zur Energieerzeugung erforderliche Ausrüstung, unter Vorbehalt des Einverständnisses der Energie- und Wirtschaftsverwaltungen.

F. Biomasse (flüssig und fest) und Kraft/Wärme-Kopplung:

1. Gelände.
2. Gestaltung der Zugänge und des Geländes.
3. Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten.
4. Lagerung des Eingangsmaterials und der Abfälle.
5. Ausrüstung zur Vorbereitung des Brennstoffs.
6. Erzeugungseinheit, unter Dach.
7. Anschluss an das Stromnetz.
8. Fernwärmenetz oder Anschluss an ein vorhandenes Netz.
9. Sicherheits- und Überwachungsrichtungen.
10. Systeme zur Behandlung und Ableitung des Abwassers.
11. Zertifizierung der Ausrüstungen.
12. jede andere zur Energieerzeugung erforderliche Ausrüstung, unter Vorbehalt des Einverständnisses der Energie- und Wirtschaftsverwaltungen.

G. Kraft/Wärme-Kopplung:

1. Gelände.
2. Gestaltung der Zugänge und des Geländes.
3. Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten.
4. Lagerung des Eingangsmaterials und der Abfälle.
5. Erzeugungseinheit, unter Dach.
6. Anschluss an das Stromnetz.
7. Fernwärmenetz oder Anschluss an ein vorhandenes Netz.
8. Sicherheits- und Überwachungsrichtungen.
9. Systeme zur Behandlung und Ableitung des Abwassers.
10. Zertifizierung der Ausrüstungen.
11. jede andere zur Energieerzeugung erforderliche Ausrüstung, unter Vorbehalt des Einverständnisses der Energie- und Wirtschaftsverwaltungen.

H. Heizkessel für Biomasse:

1. Gelände.
2. Gestaltung der Zugänge und des Geländes.
3. Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten.
4. Lagerung des Eingangsmaterials und der Abfälle.
5. Ausrüstung zur Vorbereitung und zum Umschlag der Biomasse.
6. Erzeugungseinheit, unter Dach (Heizkessel, Ansaugsystem, Einspeisungssystem des Heizkessels, usw.).
7. System zur Behandlung und Ableitung des Abwassers.
8. Fernwärmenetz oder Anschluss an ein vorhandenes Netz.
9. Sicherheits- und Überwachungsrichtung.
10. Zertifizierung der Ausrüstungen.
11. jede andere zur Energieerzeugung erforderliche Ausrüstung, unter Vorbehalt des Einverständnisses der Energie- und Wirtschaftsverwaltungen.

KAPITEL II — Investitionen zur Verringerung des Energieverbrauchs im Laufe des Produktionsverfahrens

Einführung:

Die beihilfefähigen Kosten sind die Mehrkosten, die von dem Unternehmen in Bezug auf eine konventionelle Anlage gleichen Typs getragen werden, unter Abzug:

- der aus einer eventuellen Kapazitätserhöhung gezogenen Vorteile;
- der Kosteneinsparungen, die sich während der ersten fünf Jahre der Lebensdauer der Investition ergeben;
- der Nebenprodukte während desselben Zeitraums von fünf Jahren.

Investition:

Die in Betracht gezogene Investition wird mit einer konventionellen Investition verglichen. Es wird lediglich der Teil der Investition in Betracht gezogen, durch den Energieeinsparungen im Laufe des Produktionsverfahrens erzielt werden können.

Falls zu der Investition, durch die Energieeinsparungen erzielt werden können, eine konventionelle Investition hinzukommt, und sie von der restlichen Investition unterschieden werden kann, unterscheidet der Antragsteller zwischen:

- der Art der konventionellen Investition (technische Beschreibung und Kosten) und
- dem Teil der Investition in Verbindung mit den Energieeinsparungen (technische Beschreibung und jährlich erzielte Energieeinsparungen), sowie dessen spezifischen Kosten.

Falls die Investition bezüglich der Energieeinsparungen nicht von der restlichen Investition getrennt werden kann, gibt der Antragsteller die Art der Investition an und vergleicht sie mit einer konventionellen Investition. Zu diesem Zweck führt der Antragsteller die Energieeinsparungen, die sich jährlich aus der geplanten Investition im Vergleich zur konventionellen Investition ergeben, die sich daraus ergebenden finanziellen Gewinne, sowie den Unterschied der Investitionskosten im Einzelnen auf.

Abzug bestimmter Elemente:

Wenn durch die Investition die Erzeugungskapazität gesteigert werden kann, gibt der Abtragsteller den sich daraus ergebenden Gewinn im Einzelnen an.

Im Falle einer neuen Anlage ist diese Bestimmung irrelevant.

Die Kosteneinsparungen sind mit den während der ersten fünf Jahre der Lebensdauer der Investition getätigten Energieeinsparungen verbunden. Diese Einsparungen werden unter Berücksichtigung des von der Europäischen Kommission veröffentlichten, zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags geltenden Diskontsatzes berechnet. Der Diskontsatz, so wie er von der Europäischen Kommission festgelegt wurde, ist auf deren Internet-Webseite zu finden:

http://europa.eu.int/comm/competition/state_aid/others/reference_rates.html

Zur Berechnung der Mehrkosten ist der Preis des Brennstoffs relativ volatil und hängt von den Volumen und Arten der gelieferten Brennstoffe ab. Demnach wird er bei der Einreichung der Akte auf der Grundlage des im Laufe der zwölf Monate vor der Einreichung der Akte angewandten Preises bestimmt.

Namur, den 29. September 2006

J.-C. MARCOURT

ANLAGE I — BERECHNUNGSHYPOTHESEN

A. Grundsätze zur Erinnerung

Minimale Investition	25.000 EUR	
Bruttzuschussatz	40% 20%	K.M.U. Großunternehmen
Zuschusshöchstbetrag (auf vier Jahre)	1.000.000 EUR 2.000.000 EUR	K.M.U. Großunternehmen

B. Diskontierung

von der Europäischen Kommission veröffentlichter Diskontsatz	Bei der Einreichung des Antrags zu überprüfen	3,7% (Mai 2006)
Annuitätsfaktor Für die ersten fünf Jahre	Bei der Einreichung des Antrags zu überprüfen	4,49 (Mai 2006)

C. Referenzen Elektrizität

spezifische Investition GuD	450	EUR/kWe
Wirkungsgrad GuD	55	%
Benutzungsdauer GuD	6 000	Stunden/Jahr
jährliche feste Betriebs- und Unterhaltskosten (O&M) GuD	10	EUR/kWe
jährliche schwankende Betriebs- und Unterhaltskosten (O&M) GuD	1,96	EUR/MWhe
Kosten Brennstoff Erdgas GuD (Parameter Mittelgas zwischen Juni 2005 und Mai 2006)	19,7	EUR/MWhp PCS
Kosten Kohlendioxidemissionszertifikate für ein GuD	1	EUR/MWhe
Selbstkosten Elektrizität (außerhalb Investition)	39,1	EUR/MWhe
Berechnung im Verhältnis zur tatsächlichen Stromerzeugung	Benutzungsdauer des Verfahrens/6 000	
CV-Preis außer Photovoltaik	65	EUR/CV
CV-Preis für Photovoltaik	150	EUR/CV

D. Referenzen Wärme

spezifische Investition Wärme	60	EUR/kWq
Wirkungsgrad Erdgasheizkessel	90	%
jährliche feste Betriebs- und Unterhaltskosten (O&M) Erdgasheizkessel	12	EUR/kWq
jährliche schwankende Betriebs- und Unterhaltskosten (O&M) Erdgasheizkessel	1	EUR/MWhq
Betriebskosten Wärme (außerhalb Investition)	35	EUR/MWhq

ANLAGE II — THEORETISCHE BEISPIELE VON FÄLLEN

Die nachstehenden Berechnungen werden der Veranschaulichung halber je nach Verfahren für ein kleines Unternehmen angeführt, deren Haupttätigkeit in den Bereich der Energieerzeugung fällt. Für die Unternehmen, deren Haupttätigkeit nicht in den Bereich der Energieerzeugung fällt, beläuft sich der Zuschussatz auf 40% der Mehrkosten für die K.M.U. und auf 20% für die Großunternehmen.

Der Antragsteller liefert anhand seines Finanzplans die Angaben, die sich auf seine Anlage beziehen und mittels deren diese Berechnungen durchgeführt werden können.

WINDENERGIEPROJEKT

Daten des Projekts			
Emissionen CO ₂ Mix Brennstoff		kg CO ₂ /MWhp	0
Preis Brennstoff		EUR/MWhp	0
"Pend" ("puissance électrique nette renouvelable"- entwickelbare elektrische Nettoleistung)		kWe	1 500
<input type="checkbox"/> E		%	-
<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		kWq	-
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1,000
Benutzungsdauer		Stunden	2.200
Kosten des Referenzverfahrens für eine gleichwertige Erzeugung			
Investition GuD-Kraftwerk (1)		EUR	247.500
Betrieb	feste O&M auf fünf Jahre	EUR	24.500
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	29.000
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	564.500
	+ Kosten CO ₂ -Zertifikat	EUR	15.000
	Kosten des Referenzverfahrens während fünf Jahren (2)	EUR	633.000
Kosten des Projekts			
Investition (3)		EUR	1.800.000
Betrieb	feste O&M auf fünf Jahre	EUR	160.000
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	14.500
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	0
	+ "Balancing"-Kosten auf fünf Jahre	EUR	146.500
	= Kosten Kraftwerk "E-SER" auf fünf Jahre (außerhalb Investition)	EUR	321.000
	- Zusatzertrag auf fünf Jahre (CV)	EUR	963.000
= Kosten des Verfahrens "E-SER" ("électricité issue de sources d'énergie renouvelables" - Strom aus erneuerbaren Energiequellen) während fünf Jahren (4)	EUR	- 642.000	
Beihilfefähige Investition			
Mehrkosten Investition (3-1)		EUR	1.552.500
- Einsparung Kosten während fünf Jahren (2-4)		EUR	1.275.000
- Einsparung Erzeugungssteigerung		EUR	0
= Insgesamt		EUR	277.500
GEWÄHRTER ZUSCHUSS			
BETRAG DES ZUSCHUSSES (40% der beihilfefähigen Investition)		EUR	111.000

WASSERENERGIEPROJEKT

Daten des Projekts			
Emissionen CO ₂ Mix Brennstoff		kg CO ₂ /MWhp	0
Preis Brennstoff		EUR/MWht	0
"Pend"		kWe	500
<input type="checkbox"/> E		%	-

<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		kWq	-
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 000
Benutzungsdauer		Stunden	4 000
Kosten des Referenzverfahrens für eine gleichwertige Erzeugung			
Investition GuD-Kraftwerk (1)		EUR	150.000
Betrieb	festе O&M auf fünf Jahre	EUR	15.000
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	17.500
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	342.000
	+ Kosten CO ₂ -Zertifikat	EUR	9.000
	Kosten des Referenzverfahrens während fünf Jahren (2)	EUR	383.500
Kosten des Projekts			
Investition (3)		EUR	1.250.000
Betrieb	festе O&M auf fünf Jahre	EUR	55.500
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	9.000
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	0
	+ "Balancing"-Kosten auf fünf Jahre	EUR	0 (oder anzugeben)
	= Kosten Kraftwerk "E-SER" auf fünf Jahre (außerhalb Investition)	EUR	64.500
	- Zusatzertrag auf fünf Jahre (CV)	EUR	583.500
	= Kosten des Verfahrens "E-SER" während fünf Jahren (4)	EUR	- 519.000
Beihilfefähige Investition			
Mehrkosten Investition (3-1)		EUR	1.100.000
- Einsparung Kosten während fünf Jahren (2-4)		EUR	902.500
- Einsparung Erzeugungssteigerung		EUR	0
= Insgesamt		EUR	197.500
GEWÄHRTER ZUSCHUSS			
BETRAG DES ZUSCHUSSES (40% der beihilfefähigen Investition)		EUR	79.000

PHOTOVOLTAIKPROJEKT.

Daten des Projekts			
Emissionen CO ₂ Mix Brennstoff		kg CO ₂ /MW _{hp}	0
Preis Brennstoff		EUR/MW _{ht}	0
"Pend"		kWe	5
<input type="checkbox"/> E		%	-
<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		kWq	-
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 000
Benutzungsdauer		Stunden	1 000
Kosten des Referenzverfahrens für eine gleichwertige Erzeugung			
Investition GuD-Kraftwerk (1)		EUR	375
Betrieb	festе O&M auf fünf Jahre	EUR	37
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	44
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	856
	+ Kosten CO ₂ -Zertifikat	EUR	22
	Kosten des Referenzverfahrens während fünf Jahren (2)	EUR	959

Kosten des Projekts			
Investition (3)		EUR	35.000
Betrieb	festе O&M auf fünf Jahre	EUR	155
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	22
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	0
	+ "Balancing"-Kosten auf fünf Jahre	EUR	222
	= Kosten Kraftwerk "E-SER" auf fünf Jahre (außerhalb Investition)	EUR	399
	- Zusatzertrag auf fünf Jahre (CV)	EUR	3.367
	= Kosten des Verfahrens "E-SER" während fünf Jahren (4)	EUR	- 2.968
Beihilfefähige Investition			
Mehrkosten Investition (3-1)		EUR	34.625
- Einsparung Kosten während fünf Jahren (2-4)		EUR	3.927
- Einsparung Erzeugungssteigerung		EUR	0
= Insgesamt		EUR	30.698
GEWÄHRTER ZUSCHUSS			
BETRAG DES ZUSCHUSSES (40% der beihilfefähigen Investition)		EUR	12.279

(4) Für dieses Beispiel auf 10 EUR/MWhe berechnet

PROJEKT KRAFT/WÄRME-KOPPLUNG HOLZ-ENERGIE.

Daten des Projekts		konnexes Holz (5)	remanentes Holz
Emissionen CO ₂ Mix Brennstoff	kg CO ₂ /MW _{hp}	0	25
Preis Brennstoff	EUR/MW _{ht}	0	20
"Pend"	kWe	500	500
<input type="checkbox"/> E	%	25	25
<input type="checkbox"/> Q	%	45	45
P _{qnv}	kW _q	900	900
<input type="checkbox"/> CV	CV/MW _{he}	2 000	2 000
Benutzungsdauer	Stunden	5 000	5 000
Kosten des Referenzverfahrens für eine gleichwertige Erzeugung			
Investition GuD-Kraftwerk (1)		EUR	187.500
Investition Heizkessel		EUR	0
Betrieb	GuD Heizkessel feste O&M auf fünf Jahre	EUR	18.500
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	22.000
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	428.000
	+ Kosten CO ₂ -Zertifikat	EUR	11.000
	= <i>Kosten GuD auf fünf Jahre (außerhalb Investition)</i>	<i>EUR</i>	<i>479.500</i>
	+ <i>Kosten Heizkessel auf fünf Jahre (außerhalb Investition)</i>	<i>EUR</i>	<i>707.000</i>
	= Kosten des Referenzverfahrens während fünf Jahren (2)	EUR	1.186.500
Kosten des Projekts			
Investition (3)		EUR	1.750.000

Betrieb	festе O&M auf fünf Jahre	EUR	311.000	311.000
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	333.000	333.000
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	0	992.000
	+ "Balancing"-Kosten auf fünf Jahre	EUR	0	0
	= <i>Kosten Kraftwerk E-SER auf fünf Jahre (außerhalb Investition)</i>	EUR	644.000	1.569.500
	- <i>Zusatzertrag auf fünf Jahre (CV)</i>	EUR	1.459.000	1.449.000
	= Kosten des Verfahrens "E-SER" während fünf Jahren (4)	EUR	- 815.000	110.500
Beihilfefähige Investition				
Mehrkosten Investition (3-1)	EUR	1.562.500	1.562.500	
- Einsparung Kosten während fünf Jahren (2-4)	EUR	2.001.500	1.076.000	
- Einsparung Erzeugungssteigerung	EUR	0	0	
- zusätzliche Erzeugungen (anzugeben)	EUR			
= Insgesamt	EUR	(negativ)	486.500	
GEWÄHRTER ZUSCHUSS				
BETRAG DES ZUSCHUSSES (40% der beihilfefähigen Investition)	EUR	0	194.600	

- (5) Diese Art Brennstoff ist als Erzeugnis zu verstehen, das durch die Tätigkeit des Unternehmens entsteht und an Ort und Stelle benutzt. Sein Preis gilt als null. Wenn dieses Erzeugnis aus einem anderen Unternehmen stammt, ist der Preis des transports zu Berücksichtigen.

PROJEKT KRAFT/WÄRME-KOPPLUNG BIOGAS

Daten des Projekts			
Emissionen CO ₂ Mix Brennstoff		kg CO ₂ /MW _{hp}	5
Preis Brennstoff		EUR/MW _{ht}	0
"Pend"		kWe	150
<input type="checkbox"/> E		%	30
<input type="checkbox"/> Q		%	35
P _{qnv}		kW _q	175
<input type="checkbox"/> CV		CV/MW _{he}	1 833
Benutzungsdauer		Stunden	4 500
Kosten des Referenzverfahrens für eine gleichwertige Erzeugung			
Investition GuD-Kraftwerk (1)		EUR	50.500
Investition Heizkessel		EUR	0
Betrieb	GUD Heizkessel feste O&M auf fünf Jahre	EUR	5.000
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	6.000
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	115.500
	+ Kosten CO ₂ -Zertifikat	EUR	3.000
	= <i>Kosten GuD auf fünf Jahre (außerhalb Investition)</i>	EUR	129.500
	+ <i>Kosten Heizkessel auf fünf Jahre (außerhalb Investition)</i>	EUR	123.500
	Kosten des Referenzverfahrens während fünf Jahren (2)	EUR	253.000
Kosten des Projekts			
Investition (3)		EUR	900.000

Betrieb	festе O&M auf fünf Jahre	EUR	160.000
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	51.500
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	0
	+ "Balancing"-Kosten auf fünf Jahre	EUR	0
	= Kosten Kraftwerk E-SER auf fünf Jahre (außerhalb Investition)	EUR	211.500
	- Zusatzertrag auf fünf Jahre (CV) (CV + eventuell Gärrest)	EUR	361.000
	= Kosten des Verfahrens "E-SER" während fünf Jahren (4)	EUR	- 149.500
Beihilfefähige Investition			
Mehrkosten Investition (3-1)		EUR	849.500
- Einsparung Kosten während fünf Jahren (2-4)		EUR	402.500
- Einsparung Erzeugungssteigerung		EUR	0
- zusätzliche Erzeugungen (anzugeben)		EUR	
= Insgesamt		EUR	447.000
GEWÄHRTER ZUSCHUSS			
BETRAG DES ZUSCHUSSES (40% der beihilfefähigen Investition)		EUR	178.800

PROJEKT HEIZKESSEL BIOMASSE

Daten des Projekts		"konnexes" Holz (6)	remanentes Holz (7)
Emissionen CO ₂ Mix Brennstoff	kg CO ₂ /MW _{hp}	0	0
Preis Brennstoff	EUR/MW _{ht}	0	20
P _{qnv}	kW _q	2 000	2 000
□ Q	%	90	90
Benutzungsdauer	Stunden	3 000	3 000
Kosten des Referenzverfahrens für eine gleichwertige Erzeugung			
Investition Heizkessel Erdgas (1)		EUR	120.000
Betrieb	festе O&M auf fünf Jahre	EUR	120.000
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	30.000
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	943.000
	= Kosten des Referenzverfahrens während fünf Jahren (2)	EUR	1.093.000
Kosten des Projekts			
Investition (3)		EUR	400.000
Betrieb	festе O&M auf fünf Jahre	EUR	300.000
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	63.000
	+ Brennstoff auf fünf Jahre	EUR	0
	= <i>Kosten Kraftwerk E-SER auf fünf Jahre (außerhalb Investition)</i>	EUR	363.000
	- <i>Zusatzertrag auf fünf Jahre (8)</i>	EUR	-
	= Kosten des Verfahrens "E-SER" während fünf Jahren (4)	EUR	363.000
Beihilfefähige Investition			
Mehrkosten Investition (3-1)		EUR	280.000
- Einsparung Kosten während fünf Jahren (2-4)		EUR	- 730.000
- Einsparung Erzeugungssteigerung		EUR	0
- zusätzliche Erzeugungen (anzugeben)		EUR	
= Insgesamt		EUR	(negativ)
			149.500

GEWÄHRTER ZUSCHUSS			
BETRAG DES ZUSCHUSSES (40%)	EUR	0	59.873

- (6) Diese Art Brennstoff ist als Erzeugnis zu verstehen, das durch die Tätigkeit des Unternehmens entsteht und an Ort und Stelle benutzt. Sein Preis gilt als null. Wenn dieses Erzeugnis aus einem anderen Unternehmen stammt, ist der Preis des transports zu Berücksichtigen.
- (7) Der Preis des Brennstoffs ist hier auf 10 EUR/MWh festgelegt. Dieser Preis kann sehr schwanken.
- (8) Die Tatsache, dass ein Unternehmen ein Erzeugnis aufwertet, dessen es sich vorher entledigen sollte, kann hier als Zusatzertrag betrachtet werden.

PROJEKT THERMISCHE SONNENENERGIE

Daten des Projekts			
Tagesverbrauch Brauchwarmwasser		1	2 000
<input type="checkbox"/> Q		%	-
P _{qnv}		kW _q	35
Benutzungsdauer		Stunden	1 000
Kosten des Referenzverfahrens für eine gleichwertige Erzeugung			
Investition Heizkessel (1)		EUR	2.100
Betrieb	feste O&M auf fünf Jahre	EUR	2.102
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	176
	= Kosten des Referenzverfahrens während fünf Jahren (2)	EUR	2.278
Kosten des Projekts			
Investition (3)		EUR	55.000
Betrieb	feste O&M auf fünf Jahre	EUR	0
	+ schwankende O&M auf fünf Jahre	EUR	236
	= Kosten des Verfahrens "E-SER" während fünf Jahren (4)	EUR	236
Beihilfefähige Investition			
Mehrkosten Investition (3-1)		EUR	52.900
- Einsparung Kosten während fünf Jahren (2-4)		EUR	2.042
- Einsparung von Kosten in Verbindung mit dem Brennstoff während fünf Jahren		EUR	5.500
- zusätzliche Erzeugungen (anzugeben)		EUR	
= Insgesamt		EUR	45.358
GEWÄHRTER ZUSCHUSS			
BETRAG DES ZUSCHUSSES (40% der beihilfefähigen Investition)		EUR	18.143

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2006/204123]

29 SEPTEMBER 2006. — Omzendbrief betreffende de modaliteiten voor de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

Het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen bepaalt de percentages en de maximumbedragen van de tegemoetkomingen die toegekend worden voor de volgende investeringen :

- voor de milieubescherming :
 - a. de investeringen waarmee de onderneming de bestaande gemeenschapsnormen kan overschrijden of de investeringen die ze verricht bij gebrek aan dergelijke verplichte normen;
 - b. de investeringen die een kmo verricht om aan de nieuwe gemeenschapsnormen te voldoen gedurende een periode van drie jaar, te rekenen van de aanneming van deze nieuwe normen door de Europese Gemeenschap;
 - c. de acties inzake de nuttige toepassing en de vermindering van afvalstoffen in het productieproces.
- voor een duurzaam energiegebruik :
 - a. de investeringen die de vermindering van het energieverbruik tijdens het productieproces mogelijk maken;
 - b. de investeringen die de ontwikkeling van energieën uit hernieuwbare energiebronnen mogelijk maken;
 - c. de investeringen die de ontwikkeling van installaties voor kwalitatieve warmtekracht mogelijk maken.

De minimale investeringsdrempel wordt op € 25.000 vastgelegd.

Gezien de complexiteit van de berekening van de subsidieerbare basis van de investeringen (berekening van de meerkosten verminderd met de voordelen gehaald gedurende de eerste vijf levensjaren van de investering), worden de berekeningsmodaliteiten nader bepaald in deze omzendbrief, waarin ook berekeningsvoorbeelden per kanaal gegeven worden wat duurzaam energiegebruik betreft (toepassing van artikel 7 van het decreet en van artikel 7 van het besluit).

TITEL I. — Modaliteiten voor de berekening van de investeringen die milieubescherming beogen

Ter herinnering : de op de subsidieerbare basis toegepaste tegemoetkomingspercentages zijn de volgende :

	K.M.O.	Grote onderneming
Investeringen die het overschrijden van de gemeenschapsnormen mogelijk maken	20 % 25 % indien ISO 14001 30 % indien EMAS	15 % 17,5 % indien ISO 14001 20 % indien EMAS
Investeringen om te voldoen aan een nieuwe gemeenschapsnorm aangenomen sinds minder dan drie jaar	15 %	/
Acties inzake de nuttige toepassing en de vermindering van afvalstoffen in het productieproces.	15 %	15 %

Het bedrag van de premie en van de vrijstelling van de onroerende voorheffing mag niet hoger zijn dan :

- € 1.000.000 per onderneming over vier jaar als het gaat om een K.M.O.;
- € 2.000.000 per onderneming over vier jaar als het gaat om een grote onderneming.

De termijn van vier jaar begint te lopen vanaf de beslissing tot toekenning betreffende het eerste dossier dat overeenkomstig dit decreet ten gunste van de onderneming wordt behandeld.

Ter herinnering : de communautaire kaderregeling inzake staatssteun voor milieubescherming zijn opgenomen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen en in het desbetreffende toepassingsbesluit van 2 december 2004. Deze kaderregeling bepaalt in punt E.1.7 dat "alleen de extra investeringskosten die noodzakelijk zijn voor het verwezenlijken van de milieudoelstellingen voor steun in aanmerking komen. Dit houdt in dat wanneer de investeringskosten voor de bescherming van het milieu niet gemakkelijk kunnen worden gescheiden van de totale kosten, de Commissie rekening zal houden met objectieve en doorzichtige berekeningsmethoden, zoals bijvoorbeeld de kosten van een investering die in technisch opzicht vergelijkbaar is, maar waarmee niet hetzelfde niveau van milieubescherming kan worden bereikt. In ieder geval moeten de in aanmerking komende kosten worden berekend, exclusief de voordelen van een eventuele capaciteitsverhoging, de kostenbesparingen gedurende de eerste vijf jaar van de gebruiksduur van de investering en de extra bijproducten gedurende diezelfde periode van vijf jaar."

Elke steunaanvraag in het kader van de milieubescherming bevat de volgende elementen die voor de vastlegging van de subsidieerbare basis zullen dienen.

Per investeringsproject moeten de volgende punten opgegeven en omschreven worden :

1. De milieuredenen of -problemen die aanleiding hebben gegeven tot de verrichting van de investeringen (totstandbrenging van betere technologieën, naleving van nieuwe milieunormen,...).
2. Beknopte en duidelijke technische omschrijving van de verschillende geplande investeringen.
3. De kwalitatieve milieudoelstellingen van de onderneming in het kader van de geplande investeringen (vermindering van de voortgebrachte afvalstoffen, atmosferische emissies, waterlozingen, geluidsemissies, energiegebruik, gebruik van minder verontreinigende grondstoffen,...).
4. Al deze becijferde milieudoelstellingen moeten voldoen aan de opgelegde milieuvoorschriften, als ze bestaan. Onder milieuvoorschriften worden verstaan de desbetreffende Europese richtlijnen, alsook de federale en gewestelijke regelgevingen.

Onderstaande tabel bevat de gegevens bedoeld in de punten 1, 3 en 4 :

Parameters	Waarde vóór de investering	Wettelijke referenties ter rechtvaardiging van de opgelegde waarde	Waarde onlangs opgelegd in de regelgeving	Beoogde doelstelling	Gehaalde doelstelling in geval van reeds beschikbare gegevens
Voorbeeld 1 Stoffen (mg/Nm ³)	80	nader te bepalen	50	30	25
Voorbeeld 2 Geluidsniveau (dB)	80	nader te bepalen	50	45	44
Voorbeeld 3 Waterconsumptie (m ³)	100 000	nader te bepalen	geen	50 000	45 000
Voorbeeld 4 Vermindering afvalproductie (T)	5 000	nader te bepalen	geen	750	750
Voorbeeld 5 Stoffen (mg/Nm ³)	geen want onbestaande installatie	nader te bepalen	50	30	25

De toetsing van de bedoelde milieudoelstellingen aan de opgelegde voorschriften moet nauwgezet en constant gewaardeerd worden : zodoende moet de beoogde doelstelling nauwgezet en constant onder de opgelegde waarde liggen.

5. De voordelen in de zin van artikel 7 van het decreet moeten nader bepaald worden voor elk investeringsproject.

Parameters	Jaarlijkse productie	Productie na investering	Behaalde vermindering	Voordeel per eenheid (*)	Voordelen over één jaar
Voorbeeld Vermindering afval-productie (T)	5 000	750	4 250	X euro per ton	Y euro (of $X \times 4\,250$)

(*) Het voordeel per eenheid omvat alle voordelen voortvloeiend uit de doelstelling van de investering, bijvoorbeeld : het voordeel gebonden aan het niet-storten, de vermindering van het energieverbruik, de vermindering van het verbruik van grondstoffen,...

De over één jaar behaalde voordelen worden geactualiseerd over vijf jaar. Het actualiseringspercentage zoals vastgelegd door de Europese Commissie staat vermeld op (http://europa.eu.int/comm/competition/state_aid/others/reference_rates.html).

De in aanmerking genomen voordelen worden bij de behandeling van het dossier vastgelegd door het gemiddelde van de officiële prijzen en/of van de aan de aanvrager meegeleverde prijzen van elk type brandstof en/of energievector te berekenen op basis van de twaalf maanden die voorafgaan aan de datum van indiening van het dossier.

Voor alle andere typen voordelen zullen de eenheidsprijzen, bij gebrek aan officiële prijzen of markten, berekend worden op grond van diezelfde basis van twaalf maanden en op basis van door de onderneming overgelegde bewijsstukken.

Voor elke te halen milieudoelstelling moet de wijze van controle erop nader bepaald worden (balansen, facturen, analyses door een erkend laboratorium...). Deze documenten worden aan de "Division de la Police de l'Environnement de la D.G.R.N.E" (Afdeling Milieupolitie van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) voorgelegd bij de verificatie die voorafgaat aan de uitbetaling van de premie.

TITEL II. — Modaliteiten voor de berekening van de investeringen die duurzaam energiegebruik beogen

Bepalingen.

De investeringssteun bedraagt :

- 40 % van de in aanmerking komende kosten voor de K.M.O.'s, met een maximumbedrag van 1 miljoen EUR per onderneming over vier jaar;
- 20 % van de in aanmerking komende kosten voor grote ondernemingen, met een maximumbedrag van 2 miljoen EUR per onderneming over vier jaar.

De termijn van vier jaar begint te lopen vanaf de beslissing tot toekenning betreffende het eerste dossier dat overeenkomstig dit decreet ten gunste van de onderneming wordt behandeld.

De investeringen verricht door de ondernemingen waarvan de activiteiten energieproductie of -distributie betreffen, komen niet in aanmerking voor het steunvoordeel, met uitzondering van de kleine ondernemingen die niet in handen zijn van een middelgrote of grote onderneming uit de energiesector en die groene elektriciteit produceren.

Bovendien mag de toegekende premie niet hoger zijn dan 40 % van het bedrag van het project.

HOOFDSTUK I. — Investeringsbetreffende de energieën uit hernieuwbare energiebronnen en installaties voor kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke principes

A. : Inleiding.

De in aanmerking komende kosten zijn de meerkosten gedragen door de onderneming ten opzichte van een installatie voor de productie van traditionele energie met hetzelfde vermogen in termen van effectieve energieproductie. Van die kosten wordt het volgende afgetrokken :

- de voordelen getrokken uit een eventuele vermogensverhoging;
- de kostenbesparingen verricht gedurende de eerste vijf levensjaren van de investering;
- de bijkomende speculatieve producties gedurende dezelfde periode van vijf jaar.

B. Referentie-eenheid.

Voor de productie van elektriciteit :

De referentie-eenheid stemt overeen met het klassieke elektrische kanaal bedoeld in artikel 38, § 2, tweede lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. In artikel 11, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit wordt aangegeven dat het om een gas- en stoomturbine gaat. De technische eigenschappen van deze centrale worden nader bepaald door de "CWaPE".

De installatie die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag wordt dus vergeleken met een gas- en stoomturbinecentrale die met aardgas functioneert. De modeleigenschappen van deze centrale worden vermeld in bijlage I, C (rendement, investeringskosten, werkingskosten, enz.).

Bijgevolg wordt elke installatie voor de productie van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen vergeleken met een gas- en stoomturbinecentrale met hetzelfde vermogen in termen van effectieve energieproductie.

Hetzelfde geldt voor elke warmtekrachtkoppelinginstallatie. In dit geval wordt de warmteproductie in de besparingen van werkingskosten geboekt na vergelijking met een referentiestoomketel.

Aangezien er aangenomen wordt dat een gas- en stoomturbinecentrale gemiddeld 6 000 uur/jaar werkt, wordt de effectieve energieproductie berekend naar rato van de jaarlijkse werkingsduur van de installatie die het voorwerp van de aanvraag uitmaakt (gebruiksduur van het kanaal overeenstemmend met de installatie die het voorwerp van de aanvraag/6 000 uitmaakt). Bijgevolg worden de investeringskosten en de vaste exploitatiekosten van de gas- en stoomturbine volgens dezelfde verhouding berekend.

Voor de productie van warmte alleen :

De installatie die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag wordt vergeleken met een stoomketel met hetzelfde vermogen. De referentie-brandstof is aardgas als het gasnet beschikbaar is. In het tegenovergestelde geval wordt verwezen naar stookolie. De modeleigenschappen van de referentieinstallatie worden vermeld in bijlage I, D (rendement, investeringskosten, werkingskosten, enz.). Het in aanmerking genomen rendement is het rendement van de stoomketel (moderne referentie-installatie) bekendgemaakt door de "CWaPE" krachtens artikel 2, 3^o, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Voor de berekening van de kostenbesparing is de prijs van de brandstof relatief vluchtig en is hij afhankelijk van de volumens en typen geleverde brandstoffen. Bijgevolg wordt hij bij de indiening van het dossier bepaald op grond van de gemiddelde prijs toegepast in de loop van de 12 maanden die voorafgaan aan de indiening van het dossier.

C. Aftrek van bepaalde elementen :

- *Voordelen gebonden aan een eventuele capaciteitsverhoging :*

Het gaat om schaalvoordelen enkel en alleen op het vlak van het industriële proces.

Dit voordeel is nietig in geval van autonome installaties voor energieproductie. Het moet al naar gelang het geval geanalyseerd worden voor installaties tot stand gebracht binnen andere ondernemingen waarvan het maatschappelijke doel niet energieproductie is.

- *Kostenbesparingen gegenereerd tijdens de eerste vijf jaren van de investering :*

De kosten en voordelen gebonden aan de installatie die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag, worden vergeleken met die van een gas-en stoomturbinecentrale voor de productie van elektriciteit en, in voorkomend geval, van een stoomketel voor warmteproductie met de eigenschappen vermeld in bijlage I.

Voor de elektriciteitsproductie worden deze kosten en voordelen berekend naar rato van de werkingsduur.

Bij de berekening wordt er rekening gehouden met het actualiseringspercentage bekendgemaakt door de Europese Commissie en van kracht bij de indiening van de aanvraag. Het actualiseringspercentage zoals vastgelegd door de Europese Commissie staat vermeld op :

http://europa.eu.int/comm/competition/state_aid/others/reference_rates.html

Er wordt rekening gehouden met :

- de vaste en variabele exploitatie- en onderhoudskosten;
- de brandstofkosten;
- de kosten gebonden aan de quota's van kooldioxyde-emissies voor de gas-en stoomturbine;
- de balancingkosten i.v.m. elke technologie naar gelang van de graad van voorspelbaarheid van de elektriciteitsproductie ervan : deze kosten zullen overeenstemmen met het verschil tussen een maximumprijs bepaald op grond van de prijzen van het in België tot stand gebrachte platform voor elektronische elektriciteitshandel en een marktprijs van de geproduceerde elektriciteit berekend op grond van de conventionele methode voor de bepaling van de marktprijs van de elektriciteit geproduceerd vanaf hernieuwbare energiebronnen (zoals uiteengezet in de mededeling CD-5d05-CWape van 7 april 2005);
- de voordelen voortvloeiend uit de verkoop van de groene certificaten : deze voordelen worden berekend op grond van de productiesteun bedoeld in het besluit van de Regering van 6 november 2003 betreffende de productiesteun verleend voor milieuvriendelijke elektriciteit, namelijk 65 EUR/groen certificaat. Voor fotovoltaïek wordt de berekening evenwel geground op de afkoopprijs van Elia (150 EUR/groen certificaat afgegeven voor fotovoltaïek) bedoeld in artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen.

- *Bijkomende speculatieve producties tijdens vijf jaar :*

Het gaat om de verkoop van producten voortvloeiend uit de energieproductie.

Bij de berekening van de voordelen voortvloeiend uit deze bijkomende producties wordt er rekening gehouden met het actualiseringspercentage bekendgemaakt door de Europese Commissie en van kracht op de datum van de indiening van de aanvraag.

D. Berekeningshypothese.

De meerkosten worden berekend op grond van de hypothesen bedoeld in bijlage I.

Het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie past de berekeningshypothese bedoeld in bijlage I, C, aan naar gelang van de technologische ontwikkelingen, van de energiekosten en van de quota's van kooldioxyde-emissies, met uitzondering van de voor groene certificaten in aanmerking genomen prijs.

De Afdeling Energie past de berekeningshypothese bedoeld in bijlage I, D, aan o.a. op grond van de technologische ontwikkelingen.

De berekeningshypothese worden bij de indiening van het dossier bepaald op grond van de gemiddelde kosten en prijzen die in de loop van de twaalf maanden vóór de indiening van het dossier worden toegepast.

Afdeling II. — Investerings die per kanaal in aanmerking worden genomen

Om de subsidieerbare basis te bepalen worden met name de volgende investeringen in aanmerking genomen :

A. Eolisch :

1. Terrein.
2. Inrichting van de toegangswegen en van de site.
3. Civieltechnische werken (o.a. funderingen).
4. Geïnstalleerde en bedrijfsklare windturbine.
5. Aansluiting op het net.
6. Veiligheids- en monitoringstelsels.
7. Certificering van de uitrustingen..
8. Elke andere uitrusting die nodig is voor de productie van windelektriciteit, onder voorbehoud van de toestemming van de Besturen Energie en Economie.

B. Hydraulisch :

1. Terrein.
2. Inrichting van de toegangswegen en van de site (met name reiniging, herstel).
3. Civieltechnische werken.
4. Snijrooster-afzuigpomp en andere beschermingssystemen tegen drijvende afvalstoffen.
5. Productie-eenheid, onder beschutting.
6. Aansluiting op het net.
7. Veiligheids- en monitoringsinstallaties.
8. Certificering van de uitrustingen.
9. Elke andere uitrusting die nodig is voor de productie van hydraulische elektriciteit, onder voorbehoud van de toestemming van de Besturen Energie en Economie.

C. Zonnethermisch :

1. Geïnstalleerde zonnepanelen.
2. Uitrustingen en apparatuur voor integratie in de bijverwarmingssystemen.
3. Controle- en monitoringinstallaties.
4. Certificeringen van de uitrustingen.
5. Elke andere uitrusting die nodig is voor de productie en/of het gebruik van warmte, onder voorbehoud van de toestemming van de Besturen Energie en Economie.

D. Fotovoltaïek :

1. Geïnstalleerde fotovoltaïsche zonnecellen.
2. Uitrustingen voor de verandering en het gebruik van elektriciteit.
3. Aansluiting op het net.
4. Veiligheids- en monitoringsinstallaties.
5. Certificering van de uitrustingen.
6. Elke andere uitrusting die nodig is voor de productie van elektriciteit, onder voorbehoud van de toestemming van de Besturen Energie en Economie.

E. Biogasproductie en warmtekrachtkoppeling :

1. Terrein.
2. Inrichting van de toegangswegen en van de site.
3. Civieltechnische werken.
4. Opslag van de binnenkomende stoffen en van de resten.
5. Voorbereiding van de injectiestoffen en -systemen.
6. Autoclaven.
7. Productie-eenheid onder beschutting.
8. Systemen voor de hygiënisatie en de scheiding van fasen.
9. Weeguitrustingen.
10. Aansluiting op het elektrische net.
11. Warmtenet of aansluiting op een bestaand net.
12. Veiligheids- en monitoringsinstallaties.
13. Certificering van de uitrustingen.
14. Elke andere uitrusting die nodig is voor de productie van energie, onder voorbehoud van de toestemming van de Besturen Energie en Economie.

F. Biomassa (vloeibaar en vast) en warmtekrachtkoppeling :

1. Terrein.
2. Inrichting van de toegangswegen en van de site.
3. Civieltechnische werken.
4. Opslag van de binnenkomende stoffen en van de resten.
5. Uitrusting voor de voorbereiding van de brandstof.
6. Productie-eenheid onder beschutting.
7. Aansluiting op het elektrische net.

8. Warmtenet of aansluiting op een bestaand net.
9. Veiligheids- en monitoringsinstallaties.
10. Systemen voor de behandeling en de afvoer van lozingen.
11. Certificering van de uitrustingen.
12. Elke andere uitrusting die nodig is voor de productie van energie, onder voorbehoud van de toestemming van de Besturen Energie en Economie.

G. Warmtekrachtkoppeling :

1. Terrein.
2. Inrichting van de toegangswegen en van de site.
3. Civieltechnische werken.
4. Opslag van de binnenkomende stoffen en van de afstoffen.
5. Productie-eenheid onder beschutting.
6. Aansluiting op het elektrische net.
7. Warmtenet of aansluiting op een bestaand net.
8. Veiligheids- en monitoringsinstallaties.
9. Systemen voor de behandeling en de afvoer van lozingen.
10. Certificering van de uitrustingen.
11. Elke andere uitrusting die nodig is voor de productie van energie, onder voorbehoud van de toestemming van de Besturen Energie en Economie.

H. Biomassaketel :

1. Terrein.
2. Inrichting van de toegangswegen en van de site.
3. Civieltechnische werken.
4. Opslag van de binnenkomende stoffen en van de afstoffen.
5. Uitrusting voor de voorbereiding en de behandeling van de biomassa.
6. Productie-eenheid onder beschutting (stoomketel, zuigsysteem, systeem voor de voeding van de ketel, enz.).
7. Systemen voor de behandeling en de afvoer van lozingen.
8. Warmtenet of aansluiting op een bestaand net.
9. Veiligheids- en monitoringsinstallatie.
10. Certificering van de uitrustingen.
11. Elke andere uitrusting die nodig is voor de productie van energie, onder voorbehoud van de toestemming van de Besturen Energie en Economie.

HOOFDSTUK II. — Investerings voor de vermindering van het energieverbruik gedurende het productieproces

Inleiding.

De in aanmerking komende kosten zijn de meerkosten gedragen door de onderneming ten opzichte van een traditionele installatie van dezelfde aard, min :

- de voordelen voortkomend uit een eventuele capaciteitsverhoging;
- de kostenbesparingen verricht tijdens de eerste vijf levensjaren van de investering;
- de bijkomende speculatieve producties tijdens diezelfde periode van vijf jaar.

Investerings.

De in aanmerking genomen investering wordt vergeleken met een traditionele investering. Alleen het gedeelte van de investering dat energiebesparingen gedurende het productieproces mogelijk maakt, wordt in aanmerking genomen.

Voor zover de investering die energiebesparingen mogelijk maakt toegevoegd wordt aan een traditionele investering en van de rest van de investering onderscheiden kan worden, maakt de aanvrager een onderscheid tussen :

- de aard van de traditionele investering (technische omschrijving en kosten) en
- het gedeelte van de investering gebonden aan de energiebesparingen (technische omschrijving en jaarlijks gegenereerde energiebesparingen), alsmede de specifieke kosten ervan.

Voor zover de investering i.v.m. de energiebesparingen niet van de rest van de investering gescheiden kan worden, verduidelijkt de aanvrager het type investering en vergelijkt hij haar met een traditionele investering.

Daartoe specificiert de aanvrager de energiebesparingen die jaarlijks gegenereerd worden door de geplande investering in vergelijking met de traditionele investering, het daaruit voortvloeiende jaarlijkse financieel voordeel, alsmede het verschil van de investeringskosten.

Aftrek van bepaalde elementen :

De aanvrager vermeldt dat de investering de productiecapaciteit kan verhogen en detaileert het daaruit voortvloeiende voordeel.

In geval van een nieuwe installatie is deze bepaling niet relevant.

De kostenbesparingen worden gebonden aan de energiebesparingen verricht gedurende de vijf eerste jaren van de investering. Deze besparingen worden berekend met inachtneming van het actualiseringspercentage bekendgemaakt door de Europese Commissie en van kracht bij de indiening van de aanvraag. Het actualiseringspercentage zoals bepaald door de Europese Commissie kan geraadpleegd worden op :

http://europa.eu.int/comm/competition/state_aid/others/reference_rates.html

Voor de berekening van de meerkosten is de prijs van de brandstof relatief vluchtig en is hij afhankelijk van de volumens en typen geleverde brandstoffen. Hij zal bijgevolg bepaald worden bij de indiening van het dossier op grond van de gemiddelde prijs die tijdens de twaalf maanden vóór de indiening van het dossier wordt toegepast.

Namen, 29 september 2006.

BIJLAGE I. — BEREKENINGSHYPOTHESEN

A. Principen

Minimuminvestering	25.000 EUR	
Percentage bruto-subsidie	40 % 20 %	K.M.O.'s Grote ondernemingen
Maximumbedrag subsidie (over vier jaar)	1.000.000 EUR 2.000.000 EUR	K.M.O.'s Grote ondernemingen

B. Actualisering

Actualiseringspercentage bekendgemaakt door de Europese Commissie	Na te gaan bij de indiening van de aanvraag	3,7 % (mei 2006)
Annuïteitsfactor Voor de eerste vijf jaren	Na te gaan bij de indiening van de aanvraag	4,49 (mei 2006)

C. Elektriciteitsreferenties

Specifieke investering Gas- en stoomturbine	450	EUR/kWe
Rendement Gas- en stoomturbine	55	%
Gebruiksduur Gas- en stoomturbine	6 000	uren/jaar
Vaste jaarlijkse exploitatie- en onderhoudskosten (O&M) van een gas- en stoomturbine	10	EUR/kWu
Variabele jaarlijkse exploitatie- en onderhoudskosten (O&M) van een gas- en stoomturbine	1,96	EUR/Mwu
Kosten GN-brandstof Gas- en stoomturbine (gemiddelde G-parameter tussen juni 2005 en mei 2006)	19,7	EUR/MWhp PCS
Kosten quota's van kooldioxyde voor een gas- en stoomturbine.	1	EUR/MWu
Afkoopprijs elektriciteit (buiten invest)	39,1	EUR/MWu
Berekening naar rato van berekening naar rato van de effectieve productie van elektriciteit	gebruiksduur van het kanaal/6 000	
Prijs CV behalve fotovoltaïek	65	EUR/CV
Prijs CV behalve fotovoltaïek	150	EUR/CV

D. Warmterefereenties

Specifieke investering warmte	60	EUR/kWq
Rendement GN-ketel	90	%
Vaste jaarlijkse exploitatie- en onderhoudskosten (O&M) van een GN-ketel	12	EUR/kWq
Variabele jaarlijkse exploitatie- en onderhoudskosten (O&M) van een GN-ketel	1	EUR/MWhq
Exploitatiekosten warmte (buiten invest)	35	EUR/MWhq

BIJLAGE II. — THEORETISCHE VOORBEELDEN VAN GEVALLEN

De hiernavermelde berekeningen worden ter illustratie per kanaal gegeven voor een kleine onderneming waarvan de hoofdactiviteit deel ressorteert onder de energieproductiesector. Voor de ondernemingen waarvan de hoofdactiviteit niet ressorteert onder de energiesector bedraagt het subsidiepercentage 40 % van de meerkosten voor K.M.O.'s en 20 % voor grote ondernemingen.

De aanvrager verstrekt via zijn financieel plan de gegevens betreffende zijn installatie die deze berekeningen mogelijk maken.

EOLISCH PROJECT

Gegevens van het project			
CO ₂ -emissies mix brandstof		kg CO ₂ /MWhp	0
Brandstofprijs		EUR/MWhp	0
Ontwikkelbaar netto elektrisch vermogen (Pend):		kWe	1 500
<input type="checkbox"/> E		%	-
<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		kWq	-
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 000
Gebruiksduur		uren	2 200
Kosten van het referentiekanaal voor een gelijkwaardige productie			
Investing gas- en stoomturbinecentrale (1)		EUR	247.500
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	24.500
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	29.000
	+ Brandstof over vijf jaar	EUR	564.500
	+ Kosten CO ₂ -quota	EUR	15.000
	= Kosten van het referentiekanaal gedurende vijf jaar (2)	EUR	633.000
Kosten van het project			
Investing (3)		EUR	1.800.000
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	160.000
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	14.500
	+Brandstof over vijf jaar	EUR	0
	+Balancingkosten over vijf jaar	EUR	146.500
	= <i>Kosten E-SER-centrale over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	321.000
	- <i>Bijkomend inkomen over vijf jaar (CV)</i>	EUR	963.000
	= Kosten van het E-SER kanaal gedurende vijf jaar (4)	EUR	- 642.000
In aanmerking komende investering			
Meerkosten investering (3-1)		EUR	1.552.500
- Kostenbesparing gedurende vijf jaar (2-4)		EUR	1.275.000
- Besparing verhoging productie		EUR	0
= Totaal		EUR	277.500
TOEGEKENDE SUBSIDIE			
SUBSIDIEBEDRAG (40 % van de in aanmerking komende investering)		EUR	111.000

HYDRAULISCH PROJECT

Gegevens van het project			
CO ₂ -emissies mix brandstof		kg CO ₂ /MWhp	0
Brandstofprijs		EUR/MWhp	0
Pend		kWe	500
<input type="checkbox"/> E		%	-
<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		kWq	-
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 000
Gebruiksduur		uren	4 000

Kosten van het referentiekanaal voor een gelijkwaardige productie			
Investing gas- en stoomturbinecentrale (1)		EUR	150.000
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	15.000
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	17.500
	+ Brandstof over vijf jaar	EUR	342.000
	+ Kosten CO ₂ -quota	EUR	9.000
	= Kosten van het referentiekanaal gedurende vijf jaar (2)	EUR	383.500
Kosten van het project			
Investing (3)		EUR	1.250.000
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	55.500
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	9.000
	+ Brandstof over vijf jaar	EUR	0
	+ Balancingkosten over vijf jaar	EUR	0 (of te bepalen)
	<i>= Kosten E-SER-centrale over vijf jaar (buiten invest)</i>	<i>EUR</i>	<i>64.500</i>
	<i>- Bijkomend inkomen over vijf jaar (CV)</i>	<i>EUR</i>	<i>583.500</i>
	= Kosten van het E-SER kanaal gedurende vijf jaar (4)	EUR	- 519.000
In aanmerking komende investering			
Meerkosten investering (3-1)		EUR	1.100.000
- Kostenbesparing gedurende vijf jaar (2-4)		EUR	902.500
- Besparing verhoging productie		EUR	0
= Totaal		EUR	197.500
TOEGEKENDE SUBSIDIE			
SUBSIDIEBEDRAG (40 % van de in aanmerking komende investering)		EUR	79.000

FOTOVOLTAISCH PROJECT

Gegevens van het project			
CO ₂ -emissies mix brandstof		kg CO ₂ /MWhp	0
Brandstofprijs		EUR/MWhp	0
Pend		kWe	5
<input type="checkbox"/> E		%	-
<input type="checkbox"/> Q		%	-
Pqnv		kWq	-
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 000
Gebruiksduur		uren	1 000
Kosten van het referentiekanaal voor een gelijkwaardige productie			
Investing gas-en stoomturbinecentrale (1)		EUR	375
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	37
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	44
	+Brandstof over vijf jaar	EUR	856
	+ Kosten CO ₂ -quota	EUR	22
	= Kosten van het referentiekanaal gedurende vijf jaar (2)	EUR	959
Kosten van het project			
Investing (3)		EUR	35.000

Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	155
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	22
	+Brandstof over vijf jaar	EUR	0
	+ Balancingkosten over vijf jaar	EUR	222
	= <i>Kosten E-SER-centrale over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	399
	- <i>Bijkomend inkomen over vijf jaar (CV)</i>	EUR	3.367
	= Kosten van het E-SER kanaal gedurende vijf jaar (4)	EUR	- 2.968
In aanmerking komende investering			
Meerkosten investering (3-1)		EUR	34.625
- Kostenbesparing gedurende vijf jaar (2-4)		EUR	3.927
- Besparing verhoging productie		EUR	0
= Totaal		EUR	30.698
TOEGEKENDE SUBSIDIE			
SUBSIDIEBEDRAG (40 % van de in aanmerking komende investering)		EUR	12.279

Voor het voorbeeld geraamd op 10 EUR/MWu.

PROJECT WARMTEKRACHTKOPPELING ENERGIEHOUT

Gegevens van het project		Hout verwante producten (5)	Houtresten
CO ₂ -emissies mix brandstof	kg CO ₂ /MW _{hp}	0	25
Brandstofprijs	EUR/MW _{hp}	0	20
Pend	kWe	500	500
<input type="checkbox"/> E	%	25	25
<input type="checkbox"/> Q	%	45	45
Pq _{nv}	kW _q	900	900
<input type="checkbox"/> CV	CV/MW _{he}	2 000	2 000
Gebruiksduur	uren	5 000	5 000
Kosten van het referentiekanaal voor een gelijkwaardige productie			
Investering gas-en stoomturbinecentrale (1)		EUR	187.500
Investering ketel		EUR	0
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	18.500
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	22.000
	+Brandstof over vijf jaar	EUR	428.000
	+ Kosten CO ₂ -quota	EUR	11.000
	= <i>Kosten gas- en stoomturbine over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	479.500
	+ <i>Kosten ketel over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	707.000
= Kosten van het referentiekanaal gedurende vijf jaar (2)		EUR	1.186.500
Kosten van het project			
Investering (3)		EUR	1.750.000

Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	311.000	311.000
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	333.000	333.000
	+ Brandstof over vijf jaar	EUR	0	992.000
	+ Balancingkosten over vijf jaar	EUR	0	0
	= <i>Kosten E-SER-centrale over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	644.000	1.569.500
	- <i>Bijkomend inkomen over vijf jaar (CV)</i>	EUR	1.459.000	1.449.000
	= Kosten van het E-SER kanaal gedurende vijf jaar (4)	EUR	- 815.000	110.500
In aanmerking komende investering				
Meerkosten investering (3-1)		EUR	1.562.500	1.562.500
- Kostenbesparing gedurende vijf jaar (2-4)		EUR	2.001.500	1.076.000
- Besparing verhoging productie		EUR	0	0
- Bijkomende producties (te bepalen)		EUR		
= Totaal		EUR	(negatief)	486.500
TOEGEKENDE SUBSIDIE				
SUBSIDIEBEDRAG (40 % van de in aanmerking komende investering)		EUR	0	194.600

- (5) Onder dit soort brandstof wordt verstaan een product dat gegenereerd wordt door de activiteit van de onderneming en dat ter plaatse gebruikt wordt. De prijs ervan wordt als nul beschouwd. Als dit product afkomstig is van een andere onderneming, moet rekening worden gehouden met de vervoerprijs.

PROJECT WARMTEKRACHTKOPPELING BIOGAS

Gegevens van het project			
CO ₂ -emissies mix brandstof		kg CO ₂ /MWhp	5
Brandstofprijs		EUR/MWhp	0
Pend		kWe	150
<input type="checkbox"/> E		%	30
<input type="checkbox"/> Q		%	35
Pqnv		kWq	175
<input type="checkbox"/> CV		CV/MWhe	1 833
Gebruiksduur		uren	4 500
Kosten van het referentiekanaal voor een gelijkwaardige productie			
Investing gas- en stoomturbinecentrale (1)		EUR	50.500
Investing ketel		EUR	0
Werking	Gas- en stoomturbine Ketel	EUR	5.000
	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	6.000
	+ Brandstof over vijf jaar	EUR	115.500
	+ Kosten CO ₂ -quota	EUR	3.000
	= <i>Kosten gas- en stoomturbine over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	129.500
	+ <i>Kosten ketel over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	123.500
	= Kosten van het referentiekanaal gedurende vijf jaar (2)	EUR	253.000
Kosten van het project			
Investing (3)		EUR	900.000

Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	160.000
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	51.500
	+ Brandstof over vijf jaar	EUR	0
	+ Balancingkosten over vijf jaar	EUR	0
	= <i>Kosten E-SER-centrale over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	211.500
	- <i>Bijkomend inkomen over vijf jaar (CV + eventueel digestat)</i>	EUR	361.000
	= Kosten van het E-SER kanaal gedurende vijf jaar (4)	EUR	- 149.500
In aanmerking komende investering			
Meerkosten investering (3-1)		EUR	849.500
- Kostenbesparing gedurende vijf jaar (2-4)		EUR	402.500
- Besparing verhoging productie		EUR	0
- Bijkomende producties (te bepalen)		EUR	
= Totaal		EUR	447.000
TOEGEKENDE SUBSIDIE			
SUBSIDIEBEDRAG (40 % van de in aanmerking komende investering)		EUR	178.800

PROJECT BIOMASSAKETEL

Gegevens van het project		Houtverwante producten	Houtresten
CO ₂ -emissies mix brandstof	kg CO ₂ /MW _{hp}	0	0
Brandstofprijs	EUR/MW _{hp}	0	20
P _{qnv}	kW _q	2 000	2 000
<input type="checkbox"/> Q	%	90	90
Gebruiksduur	uren	3 000	3 000
Kosten van het referentiekanaal voor een gelijkwaardige productie			
Investering GN-ketel (1)		EUR	120.000
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	120.000
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	30.000
	+ Brandstof over vijf jaar	EUR	943.000
	= Kosten van het referentiekanaal gedurende vijf jaar (2)	EUR	1.093.000
Kosten van het project			
Investering (3)		EUR	400.000
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	300.000
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	63.000
	+ Brandstof over vijf jaar	EUR	0
	= <i>Kosten E-SER-centrale over vijf jaar (buiten invest)</i>	EUR	363.000
	- <i>Bijkomend inkomen over vijf jaar</i>	EUR	-
	= Kosten van het E-SER kanaal gedurende vijf jaar (4)	EUR	363.000
In aanmerking komende investering			
Meerkosten investering (3-1)		EUR	280.000
- Kostenbesparing gedurende vijf jaar (2-4)		EUR	-730.000
- Besparing verhoging productie		EUR	0
- Bijkomende producties (te bepalen)		EUR	
= Totaal		EUR	(negatief)
TOEGEKENDE SUBSIDIE			
SUBSIDIEBEDRAG (40 %)		EUR	0
			59.873

- (6) Onder dit soort brandstof wordt verstaan een product dat gegenereerd wordt door de activiteit van de onderneming en dat ter plaatse gebruikt wordt. De prijs ervan wordt als nul beschouwd. Als dit product afkomstig is van een andere onderneming, moet rekening worden gehouden met de vervoerprijs.
- (7) De prijs van de brandstof wordt hier vastgelegd op 10 EUR/MWh. Deze prijs is zeer variabel.
- (8) Het feit dat de onderneming een nuttige toepassing maakt van een product waarvan ze zich tevoren moest ontdoen, kan hier beschouwd worden als een « bijkomend inkomen ».

ZONNETHERMISCH PROJECT.

Gegevens van het project			
Dagelijks verbruik sanitair warmwater		1	2 000
□ Q		%	-
Pqnv		kWq	35
Gebruiksduur		uren	1 000
Kosten van het referentiekanaal voor een gelijkwaardige productie			
Investing ketel (1)		EUR	2.100
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	2.102
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	176
	= Kosten van het referentiekanaal gedurende vijf jaar (2)	EUR	2.278
Kosten van het project			
Investing (3)		EUR	55.000
Werking	Vaste O&M over vijf jaar	EUR	0
	Variabele O&M over vijf jaar	EUR	236
	= Kosten van het E-SER kanaal gedurende vijf jaar (4)	EUR	236
In aanmerking komende investering			
Meerkosten investering (3-1)		EUR	52.900
- Kostenbesparing gedurende vijf jaar (2-4)		EUR	2.042
- Kostenbesparing gedurende vijf jaar		EUR	5.500
- Bijkomende producties (te bepalen)		EUR	
= Totaal		EUR	45.358
TOEGEKENDE SUBSIDIE			
SUBSIDIEBEDRAG (40 % van de in aanmerking komende investering)		EUR	18.143

ORDRES DU JOUR — AGENDA'S

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
[C - 2006/20114]

Réunion de commission

Ordre du jour

Mercredi 10 janvier 2007, à 14 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois - salle de commission 206)

Commission des Finances, du Budget, de la Fonction publique,
des Relations extérieures et des Affaires générales

— Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 20 juillet 2005 relative à la société d'acquisition foncière.

— Désignation d'un rapporteur.

— Discussion - votes.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT
[C - 2006/20114]

Commissievergadering

Agenda

Woensdag 10 januari 2007, om 14 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement - commissiezaal 206)

Commissie voor de Financiën, Begroting, Openbaar Ambt,
Externe Betrekkingen en Algemene Zaken

— Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 20 juli 2005 betreffende de maatschappij voor de verwerving van vastgoed.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Bespreking - stemmingen.